

SURVOL DE L'AMÉRIQUE DU SUD

*Guide de
l'exportateur canadien*

STORIN
HFIF
1010
.G85S6314
1982
STORAGE

SURVOL DE L'AMÉRIQUE DU SUD

*Guide de l'exportateur
canadien*

(Also available in English)

HF
1010
GB556314
1982
STORAGE

SURVOL DE L'AMÉRIQUE DU SUD

*Guide de l'exportateur
canadien*

**LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE
DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS /
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTERIEURES
125 SUSSEX
OTTAWA K1A 0G2**

Direction de l'Amérique du Sud
Direction générale de l'expansion du commerce —
Amérique latine et Antilles
Ministère des Affaires extérieures
Ottawa (Ontario)
K1A 0H5

septembre 1982

LIBRARY DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTERIEURES



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

15-234-036

AVANT-PROPOS

Ce *Guide de l'exportateur canadien* est consacré aux 10 pays de l'Amérique du Sud: l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela.

Il contient un aperçu général sur la situation politique, l'économie et le marché de chacun des pays, ainsi que sur les relations commerciales que le Canada ne cesse de développer avec eux. Des fascicules plus détaillés sur ces pays font partie de cette même série intitulée *Guide de l'exportateur canadien*.

LIBRARY (BIBLIOTHÈQUE)
DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
155 SUSSEX
OTTAWA, K1A 0G3

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION	2
ARGENTINE	4
BOLIVIE	12
BRÉSIL	18
CHILI	28
COLOMBIE	36
ÉQUATEUR	44
PARAGUAY	50
PÉROU	54
URUGUAY	62
VENEZUELA	68
RÉSUMÉ STATISTIQUE DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS	78
ADRESSES UTILES	80
LISTE DES ABRÉVIATIONS	86

INTRODUCTION

Le Canada entretient d'excellentes relations économiques et commerciales avec les pays d'Amérique latine grâce à l'implication du milieu des affaires et des gouvernements fédéral et provinciaux. Celle-ci a permis la naissance de toute une gamme d'initiatives et la mise en route de plusieurs activités pour accroître la participation du Canada aux échanges bilatéraux avec les pays de cette région. Depuis 1980, ces efforts ont été concrétisés par la visite au Brésil du premier ministre Trudeau, par celle au Canada du président brésilien Figueiredo, ainsi que par la visite de ministres du Brésil, de la Colombie, du Venezuela, du Pérou et de l'Équateur au Canada et par la visite de ministres fédéraux et provinciaux en Amérique du Sud (au Brésil, en Colombie, au Chili, en Équateur, en Argentine, au Pérou, au Paraguay et au Venezuela), par l'ouverture d'une ambassade canadienne à Quito, la signature d'Accords de coopération économique avec l'Équateur et le Venezuela et par une aide accrue aux exportateurs canadiens, y compris le renforcement du programme des foires et missions commerciales.

Les ministères provinciaux du commerce, plus particulièrement ceux de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, du Manitoba, de l'Ontario et du Québec, ont encouragé les sociétés à développer des relations commerciales en participant à des missions provinciales et à des expositions régionales. Des organisations du secteur privé, notamment l'Association canadienne pour l'Amérique latine et les Antilles (ACAL) et la Chambre de Commerce Canada-Brasil (CCCB), ont établi d'étroites relations avec leurs contreparties latino-américaines. Depuis 1970, l'ACAL a favorisé les échanges entre le secteur privé et cette région du globe ainsi que la mise sur pied de comités conjoints d'hommes d'affaires au Chili, en Colombie et plus récemment au Venezuela et en Argentine. L'Association a aussi été très active en Amérique latine, en Amérique centrale et dans les Antilles dans le cadre d'un programme de missions commerciales et de séminaires destinés aux hommes d'affaires du Canada. Ces activités ont permis de bien seconder les efforts de promotion commerciale mis de l'avant par le gouvernement.

Un certain nombre de changements politiques et économiques marquants sont survenus dans cette région depuis 1982. Sur le plan économique, les pays d'Amérique latine ont été durement touchés par la récession qui sévit à l'échelle mondiale. La chute des prix des produits primaires,

l'effritement des marchés traditionnels et les taux d'intérêt élevés à l'échelle internationale ont contribué au déséquilibre de la balance des paiements et à l'accroissement de la dette étrangère de la plupart de ces pays. De plus, certains pays de cette région ont connu une hausse du chômage, une inflation galopante et une stagnation du produit intérieur brut (PIB). Le poids de la dette a aussi forcé plusieurs pays à s'adresser au Fonds monétaire international (FMI), à la Banque des règlements internationaux (BRI) et à des banques privées pour refinancer leurs dettes. La plupart des observateurs estiment toutefois que les pays d'Amérique latine ont un fort potentiel de ressources qui leur permettra de réagir rapidement à une reprise économique à l'échelle mondiale et à une hausse du prix de leurs exportations. De 1981 à 1986, la croissance moyenne du PIB de ces pays devrait être d'environ 4 %, puis de 5,5 % de 1986 à 1991.

Sur le plan politique, il faut noter que l'Équateur, le Pérou et plus récemment la Bolivie sont revenus à une forme de gouvernement élu démocratiquement. Au Brésil, l'élection de novembre 1982 a porté un gouvernement civil au pouvoir. Des élections présidentielles ont eu lieu en Colombie tandis que, en Argentine, on prévoit le retour à un gouvernement civil d'ici 1985.

Les pays d'Amérique du Sud considèrent de plus en plus le Canada comme une source d'approvisionnement fiable en ressources traditionnelles, en produits agricoles et, surtout, en produits manufacturés de qualité et à prix concurrentiels. En 1981 et durant les sept premiers mois de 1982, nos exportations vers ces régions sont restées sensiblement au niveau de 1980, mais nos ventes au cours des 10 dernières années se sont accrues au taux annuel composé de 20 %. Des entreprises canadiennes ont obtenu plusieurs contrats d'importance dans des secteurs où elles ont déjà fait leurs preuves: transports, projets énergétiques, agriculture et pêches, mines, foresterie, développement urbain, communications, et ce malgré une forte concurrence. Ces pays favorisent également les entreprises en coparticipation ou opérant sous licence pour permettre aux sociétés canadiennes de percer sur certains marchés nationaux ou régionaux, voire de contribuer à protéger ou renforcer les positions prises par des intérêts locaux.

Bien que chaque pays d'Amérique du Sud représente un défi particulier pour les compagnies canadiennes, il faut noter que les besoins sont sensiblement les mêmes dans tout le continent et que ces besoins correspondent justement aux compétences techniques des canadiens et à leurs capacités industrielles.

ARGENTINE

Le 2 juillet 1982, peu de temps après la crise des Falkland (avril-juin 1982), le général Reynaldo Bignone est devenu président de l'Argentine en remplacement du président Galtieri qui occupait ce poste depuis seulement cinq mois. Les fréquents changements de chefs de gouvernement, ainsi que les nombreux remaniements du Cabinet, témoignent du mécontentement général manifesté à l'égard de l'économie et du désir de la population de retrouver une forme démocratique de gouvernement. Le gouvernement militaire actuel a pour objectif de remettre une fois de plus le pays entre les mains d'un gouvernement civil d'ici au début de 1984.

Économie

L'économie argentine est actuellement aux prises avec une grave récession et subit les effets de trois récentes dévaluations, des taux d'inflation et de chômage élevés et de nombreuses faillites commerciales. La Banque centrale estime que le produit national brut (PNB) du pays a accusé une chute de 6,1 % au cours de 1981. Ce déclin est principalement attribuable à un ralentissement de 14 % dans le secteur de la fabrication, dont un des sous-secteurs les plus vulnérables en période de récession, la fabrication automobile, a chuté de 38 %. En 1981, le taux d'inflation a atteint 131 %, contre 88 % l'année précédente, et la dette extérieure est passée de 10 milliards à 32 milliards de dollars au cours des trois dernières années. L'économie argentine est restée fragile en 1982, sur le plan intérieur comme extérieur, et il est probable que le nouveau gouvernement ait du mal à résoudre les difficultés économiques du pays. La durée du mandat du nouveau gouvernement et, particulièrement, sa capacité de diriger l'économie, dépendront partiellement de son aptitude à répondre à deux revendications contradictoires soit, d'une part, les aspirations populaires en vue d'obtenir un meilleur niveau de vie et, d'autre part, le besoin de convaincre les prêteurs étrangers de consentir les capitaux nécessaires malgré une stratégie économique qui risque d'être peu réaliste. La dévaluation du peso stimulera peut-être les exportations mais se traduira aussi par une augmentation des prix des produits industriels importés. Étant donné qu'aucun nouvel emprunt de capitaux étrangers à moyen et à long terme n'a été contracté depuis la crise des Falkland, et compte tenu du fort taux de roulement des dettes à court terme et des

paiements d'intérêts, la structure de la dette extérieure de l'Argentine s'est détériorée rapidement. Par contre, la situation financière du pays pourrait s'améliorer considérablement au cours de la prochaine année si le FMI et 40 banques privées internationales accédaient à la demande de financement de 10 milliards de dollars. Le 24 janvier 1983, le FMI a approuvé un financement de soutien de l'ordre de 1,622 million de dollars et un tirage de 562 millions de dollars. L'Argentine a accepté les conditions rattachées à ces prêts soit d'apporter des correctifs à son secteur public, de contrôler sa masse monétaire, les salaires et d'avoir un contrôle des changes.

Relations commerciales entre le Canada et l'Argentine

Au cours de 1981, les exportations canadiennes à destination de l'Argentine ont atteint 150 millions de dollars, ce qui représente une chute importante par rapport à l'année précédente où elles étaient de 225 millions. Les données pour les neuf premiers mois de 1982 indiquent un modeste 42 millions de dollars. La baisse la plus marquée s'est produite dans le secteur des pièces d'automobiles, passant de 36 millions de dollars en 1980 à 11 millions en 1981. Parmi les autres exportations en Argentine qui ont une importance particulière, citons les feuilles de métal (14 millions de dollars), le papier journal (11 millions), les moteurs et les turbines (10 millions), les machines destinées à l'industrie des pâtes et papiers (8 millions), le charbon (6 millions) et le matériel de télécommunications (5 millions).

Les données disponibles de janvier à septembre 1982 indiquent une modeste somme de 56 millions de dollars. Le déclin dans les exportations de véhicules moteurs enregistré en 1981 se poursuit toujours.

Les importations provenant de l'Argentine, bien que beaucoup moins nombreuses que les exportations du Canada, sont passées de 36 millions de dollars en 1980 à 80 millions en 1981. De janvier à septembre 1982, elles ont atteint 46 millions de dollars. Les principales importations de l'Argentine au cours de 1981 comprenaient les minerais et concentrés de fer (18 millions de dollars), les gants et les vêtements de cuir (16 millions), les arachides (12 millions), le coke de pétrole (6 millions), les aliments cuits et congelés (3 millions) et le concentré de jus de pomme (3 millions).

De nombreux efforts ont été déployés pour améliorer les relations commerciales entre le Canada et l'Argentine. En

1980, le ministre Ed Lumley a conclu un accord sur la coopération économique, commerciale et industrielle, lequel permet d'explorer les secteurs dans lesquels les deux pays auraient avantage à collaborer. Les secteurs d'intérêt particulier pour le Canada sont les suivants: production et transmission d'électricité, exploitation forestière et pâtes et papiers, exploration du pétrole et du gaz, exploitation minière, transports, entreposage des grains et télécommunications. En outre, les sociétés d'ingénieurs-conseils canadiennes ont été actives en Argentine pendant de nombreuses années, particulièrement dans les secteurs des ressources, tels que l'exploitation forestière et minière et la production d'électricité. Certaines exportations canadiennes vers l'Argentine résultent de contrats décrochés par des sociétés canadiennes pour de grands projets tels que l'usine nucléaire Embalse et les usines de pâtes et papiers Alto Parana et Puerto Piray. Plusieurs projets importants ont été soumis par l'Argentine à un appel d'offres international; ces projets concernent la production hydro-électrique, le gaz naturel, l'exploration pétrolière, l'exploitation minière et les télécommunications. Des entreprises et des consortiums canadiens cherchent activement à se les attribuer.

Droits de douane et taxes à l'entrée en Argentine

En vue de rendre son industrie plus concurrentielle, le gouvernement argentin a lancé un programme visant à réduire progressivement les droits de douane sur une période de cinq ans à compter de 1979. Lorsque le programme viendra à échéance, le tarif minimal sera de 10 % et le maximal ne dépassera pas 40 %. En plus de ces droits, toutes les importations sont assujetties à une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 20 %, à l'exception des produits alimentaires et pharmaceutiques pour lesquels la TVA est de 8 %.

Aperçu du marché

Même si l'Argentine est actuellement aux prises avec de sérieux problèmes économiques, les entreprises canadiennes devraient se fixer des objectifs à long terme pour ce marché. L'Argentine, avec ses 28 millions d'habitants, regorge de richesses naturelles, notamment le pétrole, le gaz, les sites hydro-électriques non développés et de riches terres agricoles. Le gouvernement a déjà amorcé un programme ambitieux visant à permettre l'exploitation minière aux entreprises internationales, à doubler la capacité de production hydro-électrique et à assurer l'auto-suffisance pétrolière.

Les exportateurs canadiens ont la possibilité d'exporter de l'équipement pour des projets hydro-électriques d'envergure comme Yacyreta, Limay Medio et Piedro del Aguila, du matériel de transport pour les chemins de fer argentins, du matériel pour l'agrandissement du métro de Buenos Aires, du matériel pour les nouvelles mines et de l'équipement forestier pour des projets existants et nouveaux. En plus des marchés d'exportation rattachés aux projets de mise en valeur de ressources, les exportateurs canadiens peuvent s'attendre à un accroissement de la demande en matériel électrique et de télécommunications, en véhicules moteurs et en pièces, en sulfure, en amiante et en divers produits chimiques et pharmaceutiques.

Profil de l'Argentine

Généralités

Capitale	Buenos Aires
Superficie	2 776 889 km ²
Population	28 millions d'habitants
Langue officielle	Espagnol
Président	Le général Reynaldo Bignone

Indicateurs économiques clés en 1981

PIB actuel	66,65 milliards de dollars ÉU
Taux de croissance du PIB	-6,0 %
PNB par habitant	2 390 \$ÉU
Taux d'inflation	131 %

Balance des paiements (en millions de dollars ÉU) en 1981

Balance du compte courant	-3 771,0
Balance générale des paiements	-3 806,5

Commerce extérieur (en millions de dollars ÉU) en 1981

Exportations	9 100
Importations	9 200
Balance commerciale	-100

Principales exportations viandes et peaux (15,5 %), blé (8 %), maïs (13 %)

Principales importations biens de capital, biens de consommation

Principaux marchés URSS, Brésil, États-Unis, RFA

Principaux fournisseurs États-Unis, RFA, Japon, Brésil

PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES EN ARGENTINE

Feuilles et bandes d'acier carbure laminées à chaud
Pièces et accessoires de véhicules automobiles
Papier journal
Soufre, brut ou raffiné
Moteurs et turbines, et pièces détachées
Machines pour l'industrie des pâtes et papiers
Charbon
Matériel commercial de télécommunications
Résines de polyéthylène
Pâte de bois
Machines et matériel de construction
Perforatrices, trieuses et tabulatrices, et leurs pièces
Avions, assemblages, matériel et pièces
Fibres usinées d'amiante, gr. 4 et 5
Matériel électronique et composantes
Matériel de sécurité et d'assainissement
Machines industrielles à usages généraux, et leurs pièces
Matières plastiques, matériaux usinés
Pommes de terres
Éléments radioactifs et isotopes
Essence
Machines de fabrication de produits pharmaceutiques,
et leurs pièces
Fourrures
Phénols, alcool phénolique et leurs dérivés

Total des principales marchandises
Total de toutes les marchandises
Principales marchandises en tant que pourcentage
de l'ensemble

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.- déc. <u>1980</u>	Janv.- déc. <u>1981</u>	Janv.- sept. <u>1982</u>
12 170	15 917	1 100
37 075	13 023	4 223
16 427	11 075	1 723
4 402	10 504	5 623
3 361	9 752	6 140
2 429	7 969	4 390
2 866	5 972	—
7 726	4 611	3 572
3 236	4 399	2 185
8 543	4 409	1 014
1 164	3 188	1
4 207	3 030	2 013
2 350	3 816	1 473
4 788	2 543	3 043
1 247	2 267	460
33	2 233	33
498	2 021	69
4 607	1 551	1 699
6 665	645	386
27 766	248	63
7 470	—	—
10 554	9	125
418	896	1 147
<u>752</u>	<u>766</u>	<u>1 822</u>
170 754	110 844	42 304
226 166	149 528	56 969
75,5 %	74,1 %	74,3 %

PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES DE L'ARGENTINE

Minerais, concentrés et déchets de métaux
Cuir pour gants et vêtements
Arachides
Coke de pétrole et poix de coke
Préparations alimentaires cuites et congelées
Jus de pomme
Boeuf salé, en conserve
Fromage
Fils et tissus de coton
Coton brut
Fourrures et vêtements de fourrure
Métaux précieux, minerais et concentrés
Machines et matériel de construction, et leurs pièces
Grues d'excavation, pelles, motorisées
Or
Tracteurs usagés
Tuyaux

Total des principales marchandises
Total de toutes les marchandises
Principales marchandises en tant que pourcentage
de l'ensemble

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.-déc. <u>1980</u>	Janv.-déc. <u>1981</u>	Janv.-sept. <u>1982</u>
—	18 150	—
13 442	19 976	10 426
407	12 071	21
—	5 641	6 842
3 739	3 301	908
447	2 673	1 541
2 199	1 549	725
1 737	1 521	1 118
836	1 444	698
1 215	485	—
1 421	189	143
—	—	5 271
—	—	1 476
—	—	1 339
—	—	1 026
—	—	1 149
<u>2 369</u>	<u>—</u>	<u>—</u>
27 812	67 000	32 683
36 145	79 363	46 063
76,9 %	84,4 %	70,9 %

BOLIVIE

La Bolivie a une politique très instable, ayant en moyenne un président par année depuis son accès à l'indépendance. Après des élections démocratiques en juin 1980 qui ont donné une pluralité mais non une majorité absolue au candidat du centre-gauche, M. Hernan Siles Suazo, un coup d'État a renversé le président civil intérimaire. À cause de la répression exercée par la junte militaire, la plupart des grandes puissances du monde occidental n'ont pas reconnu le gouvernement Meza et lui ont refusé une aide économique. Le général Meza a été contraint de démissionner en août 1981. Son successeur, le général Torrelío Villa, a détenu le pouvoir pendant près d'un an, suivi du colonel Foretino Rico Toro, qui a reçu le mandat de rétablir le régime civil. Le 10 octobre 1982, Hernan Siles Suazo a prêté serment à titre de 63^e président élu de façon démocratique. Le nouveau gouvernement civil a fait revivre l'espoir d'un retour à la stabilité économique; cependant, le gouvernement devra relever trois défis de taille: réorienter et surveiller la junte militaire, trouver une solution à la crise économique actuelle et diriger un Congrès hostile. Le gouvernement a reçu l'appui politique et économique de plusieurs pays occidentaux dans son effort pour promouvoir le nouveau régime démocratique.

À la fin de 1982, la Bolivie avait des arrérages de 250 millions de dollars sur des prêts en devises étrangères de 540 millions. Aussi, le gouvernement Siles Suazo devra convaincre les mineurs militants d'accepter un plan de stabilisation de l'économie afin d'être admissible à un crédit de confirmation de 119 millions de dollars accordé par le Fonds monétaire international mais rejeté par le gouvernement militaire précédent, et de pouvoir renégocier la dette du pays à l'étranger, qui se chiffre à 3,8 milliards.

Entre 1980 et 1981, les importations boliviennes sont passées de 813,8 millions à 691,2 millions de dollars. À la fin de 1982, on s'attendait à ce que les importations totalisent 400 millions de dollars, soit une diminution de plus de 40 % par rapport au faible niveau de l'année précédente. En 1981, les exportations de la Bolivie ont diminué de 4 % et sont passées à 996 millions de dollars en partie à cause de la chute des prix des principaux produits destinés à l'exportation comme l'étain, dont le prix est passé à 4,35 \$ la livre, bien en deça du prix de revient, c.-à-d. 5,35 \$. La production de pétrole n'a pas atteint les prévisions de ventes à l'exportation et bien que l'on ait enregistré une

certaine hausse dans ce secteur, la production arrive à peine à dépasser les besoins du pays.

Les exportations canadiennes en Bolivie se sont établies à 10,3 millions de dollars en 1981, en hausse par rapport aux 6,9 millions enregistrés en 1980. À la fin de 1982, la valeur de nos exportations à ce pays totalisait 8,1 millions de dollars. Le papier journal, le matériel de communications et d'autres éléments de matériel électronique, le matériel aéronautique et le papier d'emballage constituent les principales exportations. L'étain, la principale exportation de la Bolivie vers le Canada, compte pour près de 88 % des importations en 1981, suivi du zinc, du bois de construction de d'autres métaux.

Tant que le FMI n'aura pas approuvé un crédit de confirmation, aucun nouveau prêt ne sera vraisemblablement accordé par la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement ou des prêteurs privés. La Société pour l'expansion des exportations ne consentira aucun prêt à la Bolivie tant que sa situation économique ne se sera pas sensiblement améliorée. Les exportateurs canadiens devraient se concentrer sur les projets financés multilatéralement et sur les ventes au secteur privé bolivien, à condition qu'une aide financière extérieure puisse être obtenue.

Profil de la Bolivie

Généralités

Capitale	La Paz
Superficie	1 098 581 km ²
Population	5,74 millions d'habitants
Langue officielle	Espagnol
Président	Hernan Siles Suazo

Indicateurs économiques clés en 1981

PIB actuel	4 milliards de dollars ÉU
Taux de croissance du PIB	-1,2 %
PNB par habitant	697 \$ÉU
Taux d'inflation	38,2 %

Balance des paiements (en millions de dollars ÉU) en 1981

Balance du compte courant	-118,7
Balance générale des paiements	100,0

Commerce extérieur (en millions de dollars ÉU) en 1981

Exportations	996
Importations	691
Balance commerciale	305

Principales exportations	Étain (37 %), gaz naturel (38 %), argent (9 %)
--------------------------	--

PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES EN BOLIVIE

Matériel commercial de télécommunications, et pièces
Papier journal
Aéronefs, assemblages, moteurs et pièces
Papier d'emballage
Matériel électronique et composantes
Munitions et pièces
Résines de polyéthylène
Fibres usinées d'amiante, gr. 4 et 5
Carton doublé
Instruments de mesure et de contrôle
Câbles isolés
Perforatrices, trieuses et tabultrices, et pièces
Instruments de laboratoire, matériel et pièces
Médicaments (médecine vétérinaire)
Écrous, boulons, vis et rondelles d'étanchéité
Acier
Matériel de climatisation et de réfrigération, et pièces
Meubles, utilisations spéciales
Poisson et produits du poisson
Farine de blé

Total des principales marchandises
Total de toutes les marchandises
Principales marchandises en tant que pourcentage de l'ensemble

Principales importations	Denrées alimentaires, produits chimiques, biens de production
Principaux marchés	États-Unis, Europe de l'Ouest, Amérique latine
Principaux fournisseurs	Amérique latine, États-Unis, Europe de l'Ouest

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.-déc. <u>1980</u>	Janv.-déc. <u>1981</u>	Janv.-sept. <u>1982</u>
15	1 736	635
808	1 059	1 002
48	918	338
419	675	—
—	666	—
—	549	—
115	405	543
100	389	257
629	381	—
85	287	102
40	209	—
77	205	111
14	194	18
—	184	80
121	158	104
1 094	142	61
—	—	1 952
—	—	652
16	—	552
<u>181</u>	<u>—</u>	<u>269</u>
4 608	8 157	6 676
6 948	10 288	8 046
66,3 %	79,3 %	82,9 %

PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES DE LA BOLIVIE

Étain en bloc, en gueuse et en barre
Minerais et concentrés, et déchets de zinc
Bois brut
Métaux précieux, minerais et concentrés
Placages en acajou
Café vert
Aéronefs, assemblages, moteurs et pièces
Noix du Brésil
Animaux vivants
Vêtements de dessus
Chandails

Total des principales marchandises
Total de toutes les marchandises
Principales marchandises en tant que pourcentage
de l'ensemble

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.-déc. <u>1980</u>	Janv.-déc. <u>1981</u>	Janv.-sept. <u>1982</u>
12 165	15 853	4 396
2 312	771	—
88	487	31
791	384	—
57	164	36
230	159	—
—	143	—
610	99	83
—	16	26
26	25	19
<u>37</u>	<u>40</u>	<u>21</u>
16 316	18 141	4 612
16 681	18 493	4 720
97,8 %	98,1 %	97,7 %

BRÉSIL

Comme plusieurs pays, le Brésil est en période de récession et s'efforce de redresser un déficit considérable dans la balance des paiements. En conséquence, le gouvernement brésilien a adopté des mesures économiques énergiques qui comprennent d'importants obstacles aux importations et l'imposition de lourdes restrictions sur les achats étrangers. À longue échéance, cependant, les richesses naturelles et le potentiel de croissance du Brésil en font un marché qui mérite de recevoir une attention particulière de la part des exportateurs canadiens. C'est en gros pour cette raison que le Brésil a été choisi comme "pays de concentration" dans le cadre de la politique étrangère du Canada.

Économie

Le Brésil a donné la priorité au contrôle du déficit de son compte courant et au renforcement de sa position financière extérieure. Il s'est fixé, à cette fin, trois objectifs pertinents:

- a) la réduction du déficit du compte courant par l'amélioration de la balance commerciale;
- b) l'amélioration de la balance commerciale par la réduction des importations de pétrole et l'augmentation des exportations;
- c) l'abaissement du taux d'inflation.

Ces buts, à leur tour, seront atteints, notamment grâce aux moyens suivants: une politique monétaire rigoureuse, une politique libérale pour les taux d'intérêt, une priorité accordée à l'aménagement agricole, la stimulation des exportations et de la production d'énergie au pays et, enfin, l'assujettissement du taux de change à l'inflation nationale, c'est-à-dire la dévaluation.

Dans ce contexte, on doit considérer que la performance économique brésilienne a enregistré en 1980 des succès modestes en dépit d'une baisse considérable du PIB (-1,9 %) et d'une diminution plus grave que prévue de la production industrielle. L'inflation a été réduite, passant de 110 % en 1980 à 95,2 % et la balance commerciale s'est redressée de façon radicale en passant d'un déficit de 2,8 milliards en 1980 à un surplus de 1,2 milliard en 1981. Les banquiers étrangers ont continué à traiter ce pays comme un client sûr, ce qui a permis aux capitaux étrangers de continuer à entrer massivement, portant la dette étrangère du Brésil à 61,4 milliards.

L'année 1981 s'est terminée sur une note positive malgré la baisse du PIB. Le gouvernement, optimiste quant aux perspectives économiques pour 1982, a annoncé qu'il prévoyait une réduction de l'inflation à 80 %, une croissance du PIB de 5 % et un surplus commercial de 3 milliards de dollars permettant un contrôle plus facile du compte courant. La situation économique mondiale a malheureusement réussi, dans une certaine mesure, à contrecarrer ces objectifs. Les difficultés économiques que connaissent plusieurs marchés étrangers, le maintien d'un dollar américain fort, la baisse des prix des marchandises et la guerre dans les Îles Falkland ont eu une incidence négative grave sur les exportations et sur les investissements, laissant peu de doute quant à la difficulté d'atteindre les objectifs. En conséquence, il est fort improbable que les politiques fiscales et monétaires fassent l'objet d'un assouplissement sensible. On est en train de réviser à la baisse, 2 ou 3 %, la croissance du PIB; l'inflation restera vraisemblablement à 95 % et l'excédent commercial pourrait dépasser, de justesse seulement, le 1,5 milliard.

Relations commerciales entre le Canada et le Brésil

Dans l'intention de maintenir une balance commerciale globale positive qui susciterait les échanges étrangers dont le pays a tant besoin, le gouvernement du Brésil a mis au point un système exhaustif et complexe de subventions à l'exportation accompagné de contrôles des importations. Ces derniers sont administrés par Cacex, le département du commerce étranger de la Banque du Brésil, et comprennent l'interdiction pure et simple d'importer quelque 2 000 produits et l'imposition de réserves strictes sur presque tous les autres. En outre, les droits de douane sont très élevés et sont augmentés de diverses surtaxes, d'impôts sur les transactions en devises étrangères, de limitations de l'ensemble des importations et d'exigences minimales concernant le financement à terme.

Pendant que le Brésil met en place une stratégie commerciale, certaines tendances se font jour et pourraient avoir une incidence grave sur les exportations canadiennes. Il est évident que les pays en voie de développement, le Moyen-Orient et l'Europe de l'Est, ont été identifiés comme des marchés prioritaires pour les exportations brésiliennes, de sorte que le Brésil est disposé à accorder un traitement de faveur aux exportations venant de ces pays afin d'avoir en retour plus facilement accès à leurs marchés. Les effets négatifs de ces politiques, dont profite l'Europe de l'Est plus particulièrement, se font déjà gravement sentir sur certaines

exportations canadiennes importantes. Il semble en outre que la préférence, par exemple l'octroi de licences d'importation, va parfois aux importations venant de pays avec lesquels le Brésil a un excédent commercial. Comme le Canada a connu un surplus pendant plusieurs années avec le Brésil, l'augmentation des ventes semble d'autant plus difficile à réaliser.

Le commerce bilatéral entre le Canada et le Brésil continue de dépasser le milliard de dollars, même si les exportations canadiennes ont baissé de 25 % en 1981 et que les exportations brésiliennes vers le Canada ont augmenté dans la même proportion. Si les exportations canadiennes continuent d'être dominées par les matières premières telles que le blé, le soufre, la potasse et le charbon métallurgique, on note récemment certaines réussites, notamment la vente d'importants biens de capital canadiens, dont un contrat de 130 millions de dollars en vue de fournir l'élément spatial du nouveau système brésilien de communication par satellite ainsi que la vente de pièces et d'éléments de locomotives aux Chemins de fer nationaux du Brésil d'une valeur de 40 millions de dollars.

Ce marché a reçu l'an dernier un degré considérable d'attention à un niveau élevé. En effet, trois ministres canadiens se sont rendus au Brésil et des rapports harmonieux ont été établis entre le gouvernement brésilien et les chefs de file du monde des affaires. La visite au Canada en juillet du président du Brésil, accompagné d'un groupe important d'hommes d'affaires, a permis la conclusion de plusieurs accords commerciaux et financiers dans une variété de secteurs. De la même manière, la réunion annuelle de la Banque mondiale qui s'est tenue à Toronto en septembre 1982 a été une autre occasion de nouer de nouveaux contacts avec le monde brésilien des affaires.

Même s'il s'agit d'un marché difficile à pénétrer, le Brésil offre des possibilités de participation à de grands projets d'investissement où les ventes peuvent être reliées non seulement au financement de crédits à l'exportation mais aussi au soi-disant financement bancaire parallèle des frais locaux. Le Brésil a également commencé à tirer des compensations pour les achats d'importance. Dernièrement, la vente de satellites de communications s'est caractérisée à la fois par des compensations et des mesures de financement satisfaisantes.

Le milieu bancaire canadien et la Société canadienne pour l'expansion des exportations ont une opinion positive des perspectives économiques à long terme du Brésil et ont ensemble une marge de prêt de 5 milliards de dollars dans

ce pays. La Société pour l'expansion des exportations et les banques à charte appuient présentement un certain nombre d'initiatives de commercialisation importantes prises par des entreprises canadiennes dans ce marché.

L'investissement direct du Canada au Brésil demeure considérable et il constitue une solution de rechange viable aux ventes directes qui valent la peine d'être explorées par les entreprises canadiennes. Initiative importante du gouvernement canadien dans ce domaine, la Foire sur le transfert de technologie, TecCan 82, qui a eu lieu à Sao Paulo à la fin de septembre et à laquelle participaient 40 entreprises canadiennes.

Débouchés

Si l'on en croit le Troisième plan d'aménagement national, 1980-1985, le Brésil prévoit que le secteur agricole croîtra plus rapidement que le secteur industriel. Pour y arriver, il faudra se servir de méthodes agricoles modernes et d'engrais. Cela devrait permettre de maintenir la demande en potasse et en soufre, deux des principaux ingrédients servant à la fabrication des engrais. On pourra vendre du bétail et du matériel génétique et maintenir ou étendre la participation déjà importante du Canada aux importations de céréales du Brésil.

Le secteur énergétique et plus particulièrement l'exploration et l'exploitation du pétrole ont également reçu une attention particulière des Brésiliens, afin de réduire la sortie des devises étrangères nécessaires au règlement des factures d'importation de pétrole. Les biens et services destinés aux industries maritimes, y compris l'exploration, les têtes de puits sous-marines, les navires de ravitaillement et les semi-submersibles représentent quelques-uns des produits que le Canada pourrait vendre à ce secteur.

Une autre priorité du gouvernement brésilien est la promotion des industries d'exportation. L'industrie canadienne de l'aérospatiale a fourni à l'industrie brésilienne des moteurs d'aéronefs et des systèmes de montage auxiliaires qui ont servi à la fabrication d'aéronefs au Brésil et qui ont été exportés à nouveau. Les possibilités de pousser plus loin la coopération dans ce domaine sont bonnes. De même, les Brésiliens espèrent développer davantage le secteur des ressources afin d'augmenter les exportations. Pour cette raison, les minéraux, en particulier, offrent de bonnes possibilités d'investissement dans ce pays.

Enfin, les Brésiliens ont des plans ambitieux en vue d'améliorer leur système de télécommunications, et le Canada a

tout ce qu'il faut pour répondre à des possibilités précises dans ce secteur. Dans le cadre du projet national de satellites de communications, on aura besoin de matériel et de technologie pour les stations terrestres en plus des satellites qui seront fournis par le Canada.

Politique d'investissement

Le gouvernement brésilien a adopté une attitude positive à l'égard de l'investissement étranger. Il reconnaît avoir besoin de tels investissements comme sources de capital et de technologie indispensables à l'essor économique du pays. Au cours des dernières années, cependant, le gouvernement est devenu plus sélectif quant au type d'investissement qu'il favorise énergiquement. Il fait également preuve d'une préférence marquée pour les entreprises en coparticipation sous contrôle brésilien comme véhicule de l'investissement étranger. Le capital étranger reçoit essentiellement le même traitement que le capital brésilien même s'il existe une certaine forme de discrimination à l'égard des entreprises sous contrôle étranger, par exemple une limitation de l'accès aux programmes de financement local et de subventions à l'industrie.

Transfert technologique

La loi brésilienne exige que tous les contrats relatifs au transfert technologique, y compris les accords sur l'octroi de licences, les contrats de services, etc., soient inscrits à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et approuvés par celui-ci. L'enregistrement auprès de la Banque centrale est également nécessaire aux fins de paiement. Le paiement des redevances des entreprises brésiliennes est approuvé sur une base individuelle à des taux allant de 1 à 5 % de la valeur nette des ventes. La période maximale allouée pour le paiement est habituellement de cinq ans.

Remise du capital et des profits

Les droits de remise sont établis par l'enregistrement du capital étranger auprès de la Banque centrale. Les remises de profit, y compris les redevances, sont assujetties à une retenue fiscale de base de 25 %. En outre, des impôts supplémentaires à des taux allant de 40 à 60 % sont imposés sur les versements des profits qui dépassent la moyenne de 12 % par année du capital enregistré sur une période de trois ans. Le capital peut être rapatrié sans paiement d'impôts jusqu'à concurrence du montant enregistré.

Profil du Brésil

Généralités

Capitale	Brasilia
Superficie	8 500 000 km ²
Population	125 millions d'habitants environ
Langue officielle	Portugais
Président	Joao Batista Figueiredo

Indicateurs économiques clés en 1981

PIB	241,25 milliards de dollars ÉU
Taux de croissance du PIB	-3,5 %
PNB par habitant	1 915 \$ÉU
Taux d'inflation	95 %

Balance des paiements (en milliards de dollars ÉU) en 1981

Balance du compte courant	-11,71
Balance générale des paiements	622,0

Commerce extérieur (en milliards de dollars ÉU) en 1981

Exportations	23,3
Importations	22,1
Balance commerciale	1,2

Principales exportations Café (6,8 %), soya (15,2 %), minerai de fer (8,6 %)

Principales importations Pétrole (49,5 %), produits chimiques (5,8 %)

Principaux marchés CEE, États-Unis, pays de l'ALADI, Japon

Principaux fournisseurs Pays de l'OPEP, États-Unis, CEE, pays de l'ALADI, Japon, Canada

PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES AU BRÉSIL

Blé
Soufre, brut ou raffiné
Papier journal
Charbon
Chlorure de potassium, muriate
Navires et bateaux, pièces et accessoires
Aéronefs, moteurs, assemblages, matériel et pièces
Mazout
Matériaux usinés en aluminium
Profilés de cuivre
Blocs, gueuses et brames de zinc
Minerais et concentrés de zinc
Perforatrices, trieuses et tabulatrices, et pièces
Plomb, y compris alliages
Morue
Total des principales marchandises
Total de toutes les marchandises
Principales marchandises en tant que pourcentage
de l'ensemble

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.-déc. <u>1980</u>	Janv.-déc. <u>1981</u>	Janv.-sept. <u>1982</u>
403 720	242 348	189 360
58 865	81 160	47 324
54 792	59 168	41 518
38 131	55 822	22 393
81 023	45 659	20 247
—	28 768	4 554
34 506	27 625	25 124
38 939	25 211	—
26 794	10 866	241
25 829	9 290	1 938
16 571	7 426	458
—	6 415	1 263
6 023	3 923	5 022
386	3 473	—
<u>2 178</u>	<u>3 401</u>	<u>2 864</u>
787 766	610 555	362 306
893 225	678 003	402 105
88,2 %	90,1 %	90,1 %

PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES DU BRÉSIL

Café
Jus d'orange concentré
Minerai de bauxite
Chaussure
Acier
Cacao et chocolat
Ficelle de bottelage
Ferro-alliages
Bois
Filés
Ordinateurs et pièces
Minerai de fer
Étain en bloc, en gueuse et en barre
Boeuf salé
Pneus
Écrous
Véhicules automobiles, moteurs, accessoires, et pièces

Total des principales marchandises
Total de toutes les marchandises
Principales marchandises en tant que pourcentage
de l'ensemble

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.-déc. <u>1980</u>	Janv.-déc. <u>1981</u>	Janv.-sept. <u>1982</u>
56 185	81 573	67 879
38 909	61 733	61 416
40 771	49 531	36 289
21 570	36 362	36 093
13 014	18 430	22 338
20 340	15 619	11 426
11 123	13 812	11 920
8 164	11 839	3 261
9 509	10 636	1 804
2 954	10 216	9 111
—	8 966	35 390
7 417	7 675	—
5 552	7 655	7 561
5 088	7 247	7 106
4 541	6 401	2 073
4 791	6 182	4 523
<u>47 097</u>	<u>4 142</u>	<u>5 345</u>
297 025	358 019	323 535
347 772	430 805	392 085
85,4 %	83,1 %	82,5 %

CHILI

Depuis la chute d'Allende en 1973, le gouvernement démocratique représentatif a été suspendu et une junte militaire, dirigée par le général Augusto Pinochet, détient maintenant le pouvoir. Même si la scène politique est censée demeurer stable, le président Pinochet continuera vraisemblablement d'accéder aux désirs du régime militaire, c.-à-d. qu'il délaissera les politiques économiques du marché libre et permettra une plus grande intervention de l'État dans l'économie. Le 19 avril 1982, à la suite de critiques à l'égard des politiques économiques du pays, le président Pinochet a demandé la démission des 16 membres du Cabinet et, le 22 avril, a annoncé la formation d'un nouveau Cabinet. Le 30 août 1982, lors d'un deuxième remaniement, sept ministres clés ont été remplacés. Il semble que ces réorganisations aient été le résultat de pressions politiques provenant de l'augmentation rapide du taux de chômage (plus de 20 %), de la baisse du prix du cuivre sur le marché des exportations et de l'aggravation de la récession.

Économie

L'économie chilienne se trouvait au bord de la faillite lorsque les militaires ont pris le pouvoir en 1974; depuis, elle a connu un des essors les plus rapides en Amérique du Sud et cela en grande partie à cause de la libéralisation des forces du marché, y compris l'introduction d'un tarif uniforme de 10 %. Il semble que ces mesures aient été satisfaisantes au Chili jusqu'en 1981. Toutefois, au cours de l'année écoulée l'économie chilienne est entrée dans une période de récession et les prévisions sont plutôt sombres. Pourtant, en 1981, alors que les taux de croissance nul ou négatif étaient choses courantes, le produit intérieur brut du Chili a augmenté de 5,2 % et le taux d'inflation était de 9,5 % par rapport à 31,2 % en 1980. Au nombre des facteurs négatifs ayant causé le déclin de l'économie chilienne, on retrouve les taux d'intérêt élevés qui, notamment, ont mis un terme au boom dans l'industrie de la construction, la chute des prix du cuivre, et la baisse générale de la demande mondiale de cuivre, de bois d'oeuvre et de farine de poisson. Les données provisoires pour 1982 sont peu encourageantes, la croissance du PIB affichant une diminution de 13 %.

Même si le gouvernement chilien avait l'intention de ne pas dévaluer le peso, le ministre de l'Économie en a surpris plus d'un en annonçant le 14 juin 1982 une dévaluation de

18 % du peso par rapport au dollar américain. Le dollar américain valait 39 pesos depuis le 1^{er} juillet 1979; il en vaut désormais 46. Le 5 août, le gouvernement adoptait à nouveau une politique monétaire plus active et efficace en laissant flotter le peso par rapport aux devises étrangères. Cette mesure n'est restée en place que sept semaines et, le 29 septembre, le cours flottant a été abandonné, la Banque centrale ayant fixé à 66 le nombre de pesos au dollar. Le peso peut maintenant flotter selon une faible marge de plus ou moins 2 %. Bien qu'il soit encore trop tôt pour apprécier l'efficacité de ces mesures, on espère que la possession de liquidités monétaires plus grandes fera baisser les taux d'intérêt et accélérera la reprise économique.

Commerce entre le Canada et le Chili

Les relations commerciales entre les deux pays ont été mises en valeur et elles se sont intensifiées depuis plusieurs années; nos échanges bilatéraux atteignent d'ailleurs environ 200 millions de dollars par année.

En 1981, les exportations canadiennes au Chili ont augmenté de 9 % et ont atteint 115,4 millions de dollars par rapport à 108,7 millions en 1980. La plus importante hausse a eu lieu dans le secteur des véhicules automobiles et de leurs pièces, dont la valeur est passée de 1,8 million de dollars en 1980 à 9,9 millions en 1981. Parmi les autres exportations canadiennes importantes, on retrouvait le charbon (12 millions), le soufre (8,2 millions), le sucre raffiné (5,4 millions), le zinc (3,2 millions) et l'amiante (3 millions). Cependant, en raison de la récession, nos exportations au cours des sept premiers mois de 1982 n'ont atteint que 45 millions de dollars soit une baisse de 33 % par rapport à la même période de 1981.

Nos importations en provenance du Chili (110,5 millions de dollars) correspondaient en gros aux exportations canadiennes et enregistraient une augmentation de 16 % de 1980 à 1981. La valeur totale des importations pour la période de janvier à septembre 1982 atteint 108 millions de dollars. Ces importations comprenaient surtout des minerais et concentrés métalliques (26 millions de dollars), des raisins frais (19,4 millions), des minerais d'or (15,8 millions), de cuivre (9,9 millions), du cuivre (15,0 millions), des métaux et minerais précieux (4,4 millions) et des pommes et des pommes (4,1 millions).

Bien qu'il n'existe aucun comité intergouvernemental du commerce ou de l'économie, nos relations commerciales avec le Chili sont suivies par le Comité Canada-Chili des gens d'affaires, organisé sous les auspices de l'Association

canadienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ACAL). Ce comité qui a officiellement vu le jour en octobre 1978 au Chili a pour mandat de sensibiliser davantage les gens d'affaires aux débouchés commerciaux qui existent dans les deux pays. La dernière réunion a eu lieu à Vancouver en octobre 1981.

Au cours des dernières années, les compagnies canadiennes ont montré un intérêt grandissant pour le Chili en augmentant leurs contacts et leurs exportations. Le SEE et les banques canadiennes ont appuyé ces initiatives. Les meilleures perspectives pour les compagnies canadiennes semblent être dans le secteur de la haute technologie et de l'industrie de l'exploitation des ressources comme les mines et la foresterie.

Profil du Chili

Généralités

Capitale	Santiago
Superficie	756 626 km ²
Population	11,3 millions d'habitants
Langue officielle	Espagnol
Président	Le général Augusto Pinochet

Indicateurs économiques clés en 1981

PIB actuel	32,87 milliards de dollars ÉU
Taux de croissance du PIB	5,2 %
PNB par habitant	3 100 \$ÉU
Taux d'inflation	20,0 %

Balance des paiements (en millions de dollars ÉU) en 1981

Balance du compte courant	-4 814
Balance générale des paiements	70

Commerce étranger (en millions de dollars ÉU) en 1981

Exportations	3 960
Importations	6 558
Balance commerciale	2 598

Principales exportations Cuivre (50%), biens manufacturés (23,0 %), autres produits miniers (10 %)

Principales importations Pétrole, blé, biens de production

Principaux marchés CEE, ALALE, États-Unis

Principaux fournisseurs ALALE, États-Unis, CEE

PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES AU CHILI

Véhicules automobiles, moteurs, accessoires et pièces
Charbon
Soufre, brut ou raffiné
Sucre raffiné, canne et betterave
Blé
Tissu, chimique et naturel
Fibres usinées d'amiante, gr. 4 et 5
Blocs, gueuses et brames de zinc
Matériaux usinés en acier
Matériel commercial de télécommunications et pièces
Résines de polyéthylène
Café instantané et préparations
Matériaux usinés en aluminium
Chlorure de potassium, muriate
Matériaux usinés en plastique et en caoutchouc synthétique
Machines d'excavation et de dragage, et pièces
Gomme à mâcher
Fibres chimiques
Minerai, concentrés et déchets de molybdène
Perforatrices, trieuses et tabulatrices, et pièces
Conteneurs, boîtes et cartons
Aéronefs, moteurs, assemblages et pièces

Total des principales marchandises
Total de toutes les marchandises
Principales marchandises en tant que pourcentage
de l'ensemble

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.-déc. <u>1980</u>	Janv.-déc. <u>1981</u>	Janv.-sept. <u>1982</u>
12 217	20 387	2 607
7 829	12 930	4 832
6 357	8 203	5 424
—	5 372	—
12 331	—	5 225
3 196	4 132	1 961
3 123	3 543	1 237
4 034	3 188	1 135
2 347	2 892	527
2 941	2 697	1 809
1 509	2 536	1 298
1	2 365	40
1 620	2 325	1 394
3 644	2 277	2 268
1 491	2 211	601
809	2 056	3
989	1 813	1 074
351	1 560	177
1 847	1 405	2 499
1 534	1 321	821
1 878	1 133	3 633
<u>8 702</u>	<u>842</u>	<u>1 289</u>
78 750	85 188	39 849
108 695	115 445	55 407
72,5 %	73,8 %	72,0 %

PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES DU CHILI

Minerais, concentrés et déchets métallifères	1 281 000
Raisins frais	1 281 000
Or, minerais, concentrés et déchets	1 281 000
Cuivre, profilés affinés	1 281 000
Cuivre, minerai, concentrés et déchets	1 281 000
Métaux précieux, minerais, concentrés et déchets	1 281 000
Pommes et pommettes	1 281 000
Ferro-alliage	1 281 000
Nitrite de sodium	1 281 000
Argent	1 281 000
Nectarines fraîches	1 281 000
Poires fraîches	1 281 000
Jus de pomme concentré	1 281 000
Total des principales marchandises	1 281 000
Total de toutes les marchandises	1 281 000
Principales marchandises en tant que pourcentage de l'ensemble	1 281 000

Source: Statistique Canada

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.-déc. <u>1980</u>	Janv.-déc. <u>1981</u>	Janv.-sept. <u>1982</u>
54 271	26 046	23 271
14 763	19 482	25 789
5 409	15 886	183
1 223	15 084	16 457
5 877	9 942	10 038
586	4 427	10 191
2 455	4 100	4 732
402	3 397	459
1 402	1 757	645
—	1 679	3 098
1 063	1 179	1 579
817	1 043	1 675
<u>1 212</u>	<u>318</u>	<u>3 091</u>
89 480	104 340	101 208
95 382	110 560	108 948
93,8 %	94,4 %	92,9 %

COLOMBIE

Avec une population de 27,5 millions d'habitants, la Colombie est le troisième pays en importance en Amérique du Sud. Il est riche en ressources naturelles, son industrie est bien développée et son économie en expansion.

Fait remarquable, la Colombie a su maintenir dans le passé un gouvernement démocratique. Depuis 1840, deux partis, les libéraux et les conservateurs, dominent la scène politique. Le nouveau président de la Colombie, M. Belisario Betancur, un conservateur est au pouvoir depuis août 1982.

En 1976, l'Association canadienne pour l'Amérique latine (ACAL) a accéléré les échanges entre les milieux d'affaires canadiens et colombiens par la mise sur pied du Comité Canada-Colombie des gens d'affaires. En janvier 1982, le ministre d'État au Commerce international, M. Ed Lumley, s'est rendu en Colombie afin de promouvoir la vente d'équipement canadien pour le projet houiller El Cerrejon. En juin 1982, le ministre colombien des Mines et de l'Énergie est venu à son tour au Canada et a signé une marge de crédit de la SEE de 160 millions de dollars ÉU pour la vente d'équipement et de services pour le projet El Cerrejon.

Les échanges bilatéraux entre le Canada et la Colombie se sont accrus considérablement en 1980 (de 50 %), sont restés au même point en 1981 et se sont élevés de 10 % en 1982. La valeur de nos exportations s'élevait à 180 millions de dollars en 1981 par rapport à des importations d'une valeur de 83,4 millions de dollars. Les données préliminaires pour 1982 indiquent un volume similaire compte tenu de l'inflation.

En 1982, le Canada a participé à trois foires d'envergure en Colombie. Les entreprises canadiennes qui ont participé à la Foire internationale de Bogota en juillet ont réalisé des ventes considérables. Des entreprises canadiennes ont exposé à la Foire des travaux publics en novembre 1982 et quelques 26 fabricants canadiens ont participé à ANDI-Canex en novembre 1982 également, une exposition technologique parrainée par l'association industrielle colombienne appelée ANDI et par la Division de la coopération industrielle de l'ACDI. Un certain nombre d'entreprises en coparticipation ont fait l'objet de discussions au cours de la dernière manifestation.

Économie

En 1982, l'économie colombienne a enregistré un faible taux de croissance du PIB (soit 1,5 % selon les estimations) et un taux d'inflation inférieur à 20 %. On estime que le PNB total s'élevait à 41,1 milliards de dollars américains et le PNB par habitant, à 1 490 \$ÉU. En se fondant sur les données statistiques préliminaires de la banque centrale rendues publiques à la fin de 1982, les exportations de la Colombie ont diminué et les importations se sont accrues, de sorte que la Colombie se retrouve avec le plus important déficit commercial de son histoire, soit 2 milliards de dollars américains. Néanmoins, avec ses réserves de plus de 4 milliards qui suffisent à couvrir toute la dette à court terme, la Colombie a l'une des meilleures cotes de solvabilité en Amérique du Sud. Les grands projets d'investissement dans les secteurs pétroliers et miniers devraient générer plus de devises étrangères vers 1985-1986.

En décembre 1982, le gouvernement a annoncé une politique d'achat de biens et de services colombiens lors des soumissions publiques. Cette politique ne devrait pas nuire aux projets à financement multilatéral de l'ACDI ou de la SEE.

Débouchés pour le Canada

Le plan de développement du pays, qui s'échelonne de 1981 à 1984, comprend 117 projets d'investissements publics d'une valeur de quelque 21 milliards de dollars, dont la plupart touchent des domaines où les capacités canadiennes sont grandes. Malgré une diminution temporaire de 30 % du budget d'investissement pour 1983, la plupart de ces projets seront mis de l'avant, même si quelques-uns devaient être retardés de quelques années.

Les secteurs de la production et de la transmission d'électricité nécessiteront au cours des cinq prochaines années des investissements considérables. On songe à des projets hydro-électriques d'une valeur de 10 milliards de dollars qui permettront d'augmenter la capacité actuelle de 4 200 à 11 200 MW d'ici 1990. Les meilleures perspectives dans ce secteur sont les suivantes: turbines, générateurs, transformateurs hydrauliques, générateurs diesel de soutien, éclairages de secours, réseaux de transmission à haute tension, systèmes de distribution et de contrôle pour des projets de construction commerciale et résidentielle. La Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement financent certains de ces projets.

Les secteurs du logement et de la construction offriront également de nombreux débouchés pour les entreprises canadiennes. En 1981, les permis de construction approuvés avaient augmenté de 18,7 % à l'échelle nationale et de 22,4 % à Bogota par rapport à 1980. Les plans nationaux d'aménagement des routes prévoient la construction et la réfection de 50 000 km de routes.

Le gouvernement colombien maintiendra en 1984 son engagement de moderniser et de centraliser le secteur des communications. Il a l'intention de lancer son propre satellite de communications (SATCOL), de construire 156 stations réceptrices au sol et un réseau de contrôle du satellite, et de fournir l'équipement permettant de relier le satellite aux installations de communication en place. De 1981 à 1985, il prévoit investir plus de 619 millions de dollars pour étendre les services nationaux de téléphone, de télévision, de télex, de télégraphe, de diffusion des programmes radiophoniques et de transmission des données. Il faudra injecter plus de 1 milliard de dollars dans les transports et plus précisément dans l'expansion et la réfection du réseau ferroviaire, dans la modernisation des ports et des aéroports, dans la construction de routes et dans l'acquisition d'aéronefs. Dans ce même secteur, il songe à investir près de 3 milliards pour l'amélioration des réseaux de transport en commun de Bogota et de Medellin. Les appels d'offres devaient se faire en février 1982 pour Medellin et en avril 1982 pour Bogota.

D'autres dépenses importantes sont prévues pour l'exploration et l'exploitation du pétrole ainsi que pour des usines industrielles, des projets agro-industriels et des projets d'irrigation, d'aménagement hydraulique, d'égouts, d'éducation et de soins médicaux.

Le secteur agricole offre aussi des débouchés. La nouvelle administration est censée mettre en place un système de subventions et adopter une nouvelle politique à l'intention des producteurs agricoles, qui toucheraient notamment l'amélioration des conditions de crédit, la réduction des droits d'entrée sur l'équipement agricole et une aide gouvernementale plus efficace. Les meilleurs débouchés pour les ventes canadiennes sont les tracteurs, les arracheuses, les pulvérisateurs de poussière et l'équipement de sondage du sol et d'irrigation.

On prévoit que les investissements du secteur privé, bien que moins importants, seront également intéressants car la Colombie poursuit ses efforts en vue d'augmenter ses exportations non traditionnelles et d'être ainsi moins dépendante du café. Ces investissements se feront dans les

cimenteries, les installations de production d'engrais, les projets de pâtes et papiers, la production d'éponges de fer, les usines de soude caustique, dans l'industrie pétrochimique, afin d'en augmenter les capacités actuelles de production, et dans certains projets de construction d'hôtels, de maisons, d'hôpitaux, d'immeubles à bureaux, etc.

Investissements étrangers et politique commerciale

La politique du gouvernement colombien envers l'investissement étranger est depuis toujours favorable. Toutefois, cette politique a eu tendance, ces dernières années, à devenir de plus en plus restrictive. La formation de groupes régionaux, notamment le Marché commun andin, qui prend des engagements dans le cadre de décisions conjointes des pays membres sur des questions cruciales tel le traitement de l'investissement étranger, a contribué à la modification de cette politique. Tout porte à croire que le capital étranger en Colombie devra à l'avenir accepter une position minoritaire.

Pour amorcer la lutte contre la pollution industrielle, le gouvernement a interdit aux sociétés étrangères de construire de nouvelles usines dans les environs immédiats de Bogota, de Medellin et de Cali. Il élargira peut-être cette restriction de façon à interdire tout agrandissement des installations actuelles et à inclure les sociétés canadiennes.

Il existe plusieurs zones franches industrielles en Colombie — à Palmira (près de Cali), à Barranquilla, à Cartagena et à Cucuta (sur la frontière du Venezuela), et à Leticia, en Amazonie, où se croisent les frontières de la Colombie, du Brésil et du Pérou. Ces zones offrent des avantages spéciaux aux investisseurs industriels, en particulier dans le cas des exportations.

L'industrie nationale est protégée, d'une manière générale, par une combinaison de contrôles tarifaires et de réglementation des importations. La Colombie est membre de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), du Pacte andin (ANCOM) et membre à part entière du GATT depuis 1981.

Profil de la Colombie

Généralités

Capitale	Bogota
Superficie	1 141 148 km ²
Population	27,3 millions d'habitants
Langue officielle	Espagnol
Président	Belisario Betancur

Indicateurs économiques clés en 1981

PIB actuel	40,371 milliards de dollars ÉU
Taux de croissance du PIB	3,5 %
PNB par habitant	1 400 \$ÉU
Taux d'inflation	30 %

Balance des paiements (en millions de dollars ÉU) en 1981

Balance du compte courant	-1 694
Balance générale des paiements	200

PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES EN COLOMBIE

Papier journal
Véhicules automobiles, moteurs, accessoires et pièces
Orge
Aéronefs, assemblages, moteurs et pièces
Résines de polyéthylène
Matériaux usinés en aluminium
Fibres usinées d'amiante, gr. 4 et 5
Matériaux usinés en plastique et en caoutchouc synthétique
Machines et matériel de construction
Pâte de bois
Produits chimiques industriels spéciaux et explosifs
Perforatrices, trieuses et tabulatrices, et pièces
Papier journal à base de pâte mécanique
Matériaux usinés en acier

Total des principales marchandises
Total de toutes les marchandises
Principales marchandises en tant que pourcentage
de l'ensemble

Commerce étranger (en millions de dollars ÉU) en 1981

Exportations	3 755
Importations	4 850
Balance commerciale	-1 095
Principales exportations	Café (48 %), coton (5 %), fruits (4 %) textiles et vêtements (3 %), sucre (3 %)
Principales importations	Matériel de transport, machines, métaux
Principaux marchés	États-Unis, RFA, Venezuela, Pays-Bas, Espagne, Japon, Canada
Principaux fournisseurs	États-Unis, Japon, Venezuela, RFA, Canada, Espagne, Brésil

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.-déc. <u>1980</u>	Janv.-déc. <u>1981</u>	Janv.-sept. <u>1982</u>
24 122	42 044	29 299
48 216	30 094	28 349
13 280	14 240	9 888
8 424	7 933	10 327
7 900	7 741	4 224
12 790	7 667	4 346
11 577	7 085	14 565
11 725	6 683	9 648
656	5 039	152
5 442	4 247	2 475
1 033	3 251	1 185
1 966	2 270	2 567
1 194	1 537	1 173
<u>8 220</u>	<u>1 398</u>	<u>617</u>
156 545	141 229	118 815
185 112	180 125	143 061
84,6 %	79,6 %	83,1 %

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.-déc. <u>1980</u>	Janv.-déc. <u>1981</u>	Janv.-sept. <u>1982</u>
75 507	32 983	24 925
7 064	16 023	21 393
—	13 257	9 346
4 265	7 025	6 362
4 665	4 933	1 620
3 504	2 959	1 862
<u>1 106</u>	<u>1 933</u>	<u>1 675</u>
96 111	79 113	67 183
101 494	83 394	70 169
94,7 %	94,9 %	95,7

ÉQUATEUR

En août 1979, le président Jaime Roldos a été le premier président démocratiquement élu après sept ans de régime militaire. En mai 1981, il a été victime d'un accident d'avion et remplacé par le vice-président Osvaldo Hurtado Larrea. Celui-ci s'est efforcé de bâtir une majorité pro-gouvernementale à partir des diverses factions du Congrès. Il est parvenu à former une coalition pour la reprise des travaux du Congrès en août 1981, et cette coalition a appuyé de façon générale son programme législatif.

Depuis la nomination d'un gouvernement démocratique en Équateur, les luttes politiques internes entre les diverses factions ont à certains moments paralysé le processus législatif. Le Cabinet a subi de nombreuses modifications ces dernières années, ce qui a ralenti le processus décisionnel et retardé la réalisation de projets importants.

Le vaste territoire cédé au Pérou aux termes du Protocole de Rio signé en 1942 est une question qui revient sans cesse sur la scène politique. Le Pérou et l'Équateur avaient engagé les hostilités à propos de ce territoire en novembre 1981, mais les relations entre les deux pays se sont depuis normalisées.

Situation économique

Après une période de croissance rapide du PIB réel entre 1976 et 1980 (en moyenne 6 % par année), le rythme a chuté à 4,2 % en 1981 et il a encore ralenti jusqu'à 2 % en 1982. C'est là le reflet d'un ralentissement marqué de la production manufacturière, du commerce et des services et d'une contraction dans les secteurs de la construction et de la production pétrolière.

Le taux d'inflation est passé de 12,75 % en 1980 à 14,75 % en 1981 et à 16 % en 1982. Les prévisions laissent entrevoir un taux de près de 20 % en 1983.

Le déficit pour l'ensemble du secteur public a atteint 5,7 % du PIB, en hausse par rapport à 1980 (4,7 %), principalement à cause d'une détérioration marquée des finances du gouvernement central. Comme par le passé, le secteur public a entièrement financé son déficit grâce à des emprunts étrangers. Les réserves internationales nettes du système bancaire affichent un recul de près de 300 millions de dollars. Une mauvaise conjoncture pour l'établissement des prix à l'exportation des principaux produits du pays et

une hausse vertigineuse du service de la dette ont contribué à l'accroissement du déficit de la balance des paiements en 1981 à 7,5 % du PIB. La diminution prévue des importations en 1982 devrait faire baisser le déficit à 6,3 % du PIB.

La dette extérieure de l'Équateur devrait excéder les 6 milliards de dollars américains en 1982. L'augmentation rapide de la dette extérieure jumelée à des émissions venant à échéance plus tôt et aux taux d'intérêt élevés ont entraîné une hausse sensible du service de la dette.

En réponse à la détérioration rapide de la situation économique, le président de l'Équateur, M. Hurtado, a implanté une série de mesures économiques, y compris une demande adressée aux banques pour la révision des échéanciers de la dette publique de 1,2 milliard de dollars exigible entre le 1^{er} novembre 1982 et le 31 décembre 1983. Des pourparlers ont eu lieu avec le FMI au sujet d'une entente qui permettrait aux banques de renégocier l'échéancier de la dette. De plus, le président Hurtado a doublé le prix de l'essence, mis un terme aux subventions pour le blé, dévalué le sucre (la devise du pays) et accru les exigences relatives au dépôt préalable à l'importation pour encourager les importateurs à rechercher un financement à plus long terme.

La reprise économique en Équateur est intimement liée à la reprise économique internationale et à la hausse des prix du pétrole et d'autres principaux produits d'exportation (produits du poisson, bananes, café, cacao). Le pays dispose d'importantes réserves pétrolières inexploitées. Afin d'attirer les capitaux nécessaires, le gouvernement a adopté une nouvelle législation en matière de pétrole. Le pays compte beaucoup sur la réglementation qui doit être adoptée en 1983 pour attirer les compagnies pétrolières étrangères et pour favoriser la production commerciale de pétrole. Les observateurs généralement bien informés estiment que les perspectives à long terme de l'Équateur sont favorables.

Production pétrolière

De 1979 à 1981, la production pétrolière moyenne s'est établie à 76,6 millions de barils par année, c'est-à-dire l'équivalent de 210 000 barils par jours. L'Équateur vient au troisième rang des pays exportateurs de pétrole en Amérique latine, après le Venezuela et le Mexique, et il est membre de l'OPEP. Les réserves prouvées se situent à 1,2 milliard de barils. En 1981, le pétrole représentait environ 68 % des recettes totales d'exportation de marchandises. À longue échéance, l'essor économique futur de l'Équateur

repose sur sa capacité à produire plus de pétrole. Reconnaissant la nécessité d'explorer et d'exploiter davantage les ressources pétrolifères, le Congrès a adopté une nouvelle loi sur l'hydrocarbure, qui est aujourd'hui en vigueur et permet l'exploration étrangère au pays. Les contrats de services seront adjugés par le processus du dépôt d'offres et dureront jusqu'à quatre ans pour l'étape de l'exploration et jusqu'à 20 ans pour celle de l'exploitation. Ces services seront rémunérés en pétrole ou en argent, ou en une combinaison des deux.

Énergie hydro-électrique

L'expansion du secteur de l'énergie hydro-électrique de l'Équateur, qui ne représente à l'heure actuelle que 30 % de la capacité de production par rapport à 70 % pour les usines thermo-électriques, va bon train. On prévoit toutefois un renversement de cette situation d'ici 1986 en dépit d'une augmentation annuelle de la consommation d'énergie électrique de 14 %.

Agriculture

Même si les agriculteurs qui produisent la majeure partie des exportations de bananes, de cacao et de café sont touchés par la baisse des prix internationaux, les producteurs d'autres secteurs agricoles ont bénéficié des pluies du début de 1981. La contribution du secteur agricole au PIB est passée de 16,2 % en 1977 (22,4 % en 1972) à 14,5 % en 1981. Ce secteur donne de l'emploi à environ la moitié de la population active et fournit le tiers des exportations du pays en matières premières et produits traités. La production de crevettes est devenue une source importante de devises étrangères pour l'Équateur.

Commerce bilatéral et relations économiques entre le Canada et l'Équateur

À la demande des hommes d'affaires du Canada et en réponse à des possibilités commerciales considérables, le gouvernement canadien a procédé à la réouverture de son Ambassade à Quito en 1980. La valeur des exportations canadiennes est passée de 49 millions de dollars en 1979 à 81 millions de dollars en 1980; elle est demeurée sensiblement au même niveau en 1981, mais a chuté légèrement en 1982. Le marché équatorien offre d'excellentes possibilités aux exportateurs canadiens dans les secteurs de l'hydro-électricité, du pétrole, des transports, de l'irrigation, du développement urbain, des communications

et de l'éducation. L'Accord de coopération économique négocié avec l'Équateur prévoit une certaine coopération dans la mise en valeur des secteurs prioritaires.

Profil de l'Équateur

Généralités

Capitale	Quito
Superficie	281 300 km ²
Population	8,64 millions d'habitants (estimation de 1981)
Langue officielle	Espagnol
Président	Oswaldo Hurtado Larrea

Indicateurs économiques clés en 1981

PIB actuel	11,4 milliards de dollars ÉU
Taux de croissance du PIB	4,5 %
PNB par habitant	1 588 \$ÉU
Taux d'inflation	15 %

Balance des paiements (en millions de dollars ÉU) — 1981

Balance du compte courant	-1 091
Balance générale des paiements	-286,8

Commerce étranger (en millions de dollars ÉU) — 1981

Exportations	2 567,7
Importations	2 359
Balance commerciale	208,7

Principales exportations Pétrole (60 %), bananes (9 %), produits du poisson (7 %), mazout (6,5 %)

Principales importations Pétrole (49,5 %), produits chimiques (5,8 %), machines électriques (14,7 %)

Principaux marchés États-Unis, Panama, Chili

Principaux fournisseurs États-Unis, Japon, RFA

PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES EN ÉQUATEUR

Papier journal

Véhicules automobiles, moteurs, accessoires et pièces

Carton ondulé pour contenants

Or

Matériaux usinés en acier

Fibres usinées en amiante, gr. 4 et 5

Blocs, gueuses et brames en zinc

Préparations d'aliments

Tissus pour armature de pneu, enduits de caoutchouc

Matériaux usinés en plastique et en caoutchouc synthétique

Résines de polyéthylène

Total des principales marchandises

Total de toutes les marchandises

Principales marchandises en tant que pourcentage
de l'ensemble

PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES DE L'ÉQUATEUR

Bananes et bananes des Antilles (plantain)

Café

Cacao

Crevettes et salicoques

Fenêtres, cadres de portes et châssis de fenêtres

Cantaloups et melons brodés

Total des principales marchandises

Total de toutes les marchandises

Principales marchandises en tant que pourcentage
de l'ensemble

(en milliers de dollars canadiens)

<u>Janv.-déc.</u> <u>1980</u>	<u>Janv.-déc.</u> <u>1981</u>	<u>Janv.-sept.</u> <u>1982</u>
12 071	16 338	9 204
11 258	11 305	3 369
7 090	10 247	6 943
265	8 149	3 312
4 317	6 457	3 207
3 858	3 544	2 781
2 444	3 120	1 993
6	2 899	—
100	2 389	2 225
1 788	1 588	645
<u>568</u>	<u>499</u>	<u>1 434</u>
43 765	66 535	35 113
82 414	84 155	44 265
53,1 %	79,0 %	79,3 %

(en milliers de dollars canadiens)

<u>Janv.-déc.</u> <u>1980</u>	<u>Janv.-déc.</u> <u>1981</u>	<u>Janv.-sept.</u> <u>1982</u>
26 046	30 420	26 342
8 439	9 712	8 243
4 305	1 751	982
944	1 739	2 349
—	435	394
<u>229</u>	<u>155</u>	<u>31</u>
39 963	44 212	38 341
40 642	47 094	39 335
98,3 %	93,9 %	97,5 %

PARAGUAY

Depuis 1954, le général Stroessner, du parti Colorado, dirige le Paraguay d'une main de fer. Le 2 février 1978, il a été réélu pour un autre mandat de cinq ans, soit jusqu'en 1983. En 1981, le produit intérieur brut (PIB) du Paraguay s'est accru de 8,5 %. Bien que ce taux de croissance soit plus faible que le taux annuel moyen de 10,5 % entre 1976 et 1980, il n'en demeure pas moins que ce rendement est l'un des meilleurs parmi les pays en voie de développement.

Ce modeste ralentissement qui s'est poursuivi en 1982 se combine à d'autres éléments comme la récession dans les pays voisins, principaux partenaires commerciaux, la persistance des taux d'intérêt élevés sur les marchés financiers internationaux et les retards apportés à la mise en chantier de l'usine hydro-électrique de Yacyreta. De plus, en 1982, la valeur du dollar sur le marché libre s'est accrue considérablement, passant d'une moyenne relativement stable de 1 \$ÉU = G 165 au cours des trois premiers mois de l'année à environ G 200 en juillet (dernier mois pour lequel nous ayons des données). Même si l'économie du pays est dépressive, la dette par habitant du pays est traditionnellement faible, ce qui devrait lui permettre de connaître une bonne reprise économique dès que les conditions économiques des pays voisins s'amélioreront.

Relations commerciales bilatérales

En 1981, les exportations canadiennes au Paraguay ont totalisé 1,3 million de dollars par rapport à 1,9 million en 1980. Les importations du Paraguay ont aussi considérablement diminué, passant de 4,5 millions, en 1980, à 1,3 million en 1981. La chute de la valeur des importations est due en grande partie à une baisse dans les achats de café qui sont passés de 4 millions de dollars, en 1980, à 0,7 million en 1981. Les exportations canadiennes vers le Paraguay totalisent 360 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 1982, tandis que la valeur des importations atteint 883 millions de dollars pour la même période.

Les exportations canadiennes au Paraguay comprennent surtout des biens manufacturés: montres, automobiles, trieuses de cartes, papier journal, etc. Le Canada, de son côté, importe du Paraguay des produits agricoles et des produits basés sur les ressources, y compris du café, du coton, des peaux de fourrure, de l'huile de bois de Chine et des extraits de viande.

Le Paraguay ne fait pas partie du GATT, mais des négociations entreprises en 1975 ont été reprises en vue d'admettre ce pays. Il n'existe pas d'ententes de commerce bilatéral entre le Canada et le Paraguay bien que les deux pays entretiennent de bonnes relations commerciales.

S'il n'y a pas de problèmes particuliers au niveau des relations commerciales entre les deux pays, les échanges commerciaux demeurent faibles. Il existe cependant un certain potentiel pour les manufacturiers canadiens dans le cadre de projets d'envergure qui sont en cours ou en voie de planification, comme le projet hydro-électrique de Yacyreta, des lignes de transmission, deux nouvelles installations portuaires, des projets d'irrigation et de reboisement. En plus des exportations rattachées à ces projets, il y a aussi des possibilités limitées d'approvisionnement en produits manufacturés variés comme des perforatrices de cartes, du matériel électronique, des feuilles d'acier, des scies et des pièces, des foreuses de roc, des résines de polyéthylène, du matériel de prospection géodésique et du papier journal.

Profil du Paraguay

Généralités

Capitale	Asuncion
Superficie	406 752 km ²
Population	3,15 millions d'habitants
Langue officielle	Espagnol
Président	Le général Alfredo Stroessner

Indicateurs économiques clés en 1981

PIB actuel	5,038 milliards de dollars ÉU
Taux de croissance du PIB	8,5 %
PNB par habitant	1 600 \$ÉU
Taux d'inflation	13,0 %

* Chiffre estimatif

Balance des paiements (en millions de dollars ÉU) en 1981

Balance du compte courant	-460,5 (1980)
Balance générale des paiements	164,5 (1980)

Commerce étranger (en millions de dollars ÉU) en 1981

Exportations	365
Importations	690
Balance commerciale	-325

Principales exportations	Fibre de coton (46 %), fèves de soya, bois brut (11 %), huiles végétales et essentielles (7 %)
Principales importations	Combustibles minéraux (26 %), machines (18 %) matériel de transport (14 %)

PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES AU PARAGUAY

Montres, mouvements de montres et pièces
Véhicules automobiles, moteurs, accessoires et pièces
Perforatrices, trieuses et tabulatrices, et pièces
Papier journal
Écrous, boulons, vis et rondelles d'étanchéité
Machines d'excavation et de dragage, et pièces
Résines de polyéthylène
Préparations à base de sucre et confiserie
Graines d'oiseau
Acier en feuilles et en lames
Scies, machines pour scieries, et pièces
Pièces et accessoires pour scies à chaîne

Total des principales marchandises
Total de toutes les marchandises
Principales marchandises en tant que pourcentage de l'ensemble

PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES DU PARAGUAY

Café vert
Tissus imprimés
Peaux de fourrure
Huile de bois de Chine
Extraits de viande
Cuir pour gants et vêtements

Total des principales marchandises
Total de toutes les marchandises
Principales marchandises en tant que pourcentage de l'ensemble

Principaux marchés Argentine, Brésil, RFA, Japon, États-Unis

Principaux fournisseurs Brésil, Argentine, États-Unis, Japon, RFA

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.-déc. <u>1980</u>	Janv.-déc. <u>1981</u>	Janv.-sept. <u>1982</u>
308	333	—
435	220	—
267	125	121
—	109	—
38	93	11
—	82	—
—	53	24
14	37	23
—	—	69
86	—	46
—	—	35
<u>40</u>	<u>40</u>	<u>31</u>
1 188	1 092	360
1 931	1 364	520
61,5 %	80,1 %	69,2 %

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.-déc. <u>1980</u>	Janv.-déc. <u>1981</u>	Janv.-sept. <u>1982</u>
4 003	795	493
—	347	—
382	103	—
69	66	—
—	41	—
—	—	390
4 454	1 352	883
4 541	1 389	1 025
98,1 %	97,3 %	86,1 %

PÉROU

Le 28 juillet 1980, le gouvernement démocratiquement élu du président Fernando Belaunde Terry a été investi de ses fonctions, ce qui mettait fin à 12 années de régime militaire. Le nouveau gouvernement a libéré les importations, favorisé l'investissement étranger dans le pétrole et les mines, stimulé le développement dans la haute Amazonie, région longtemps négligée, et adopté de nouvelles lois visant à décentraliser les industries vers les régions. Il songe également à vendre certaines entreprises déficitaires de l'État.

Économie

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement Belaunde stimule le développement économique en encourageant l'utilisation plus efficace des ressources, la déréglementation de l'économie et la participation accrue du secteur privé. De nouvelles lois ont favorisé l'investissement dans les secteurs minier et pétrolier; les tarifs d'importation ont été réduits, les taux d'intérêts abaissés et le sol a été dévalué de façon contrôlée à un taux annuel de 65 %, ce qui compense partiellement le taux d'inflation.

Le PIB a enregistré une amélioration après plusieurs années de croissance négative ou minimale. Le taux de croissance est passé de 3,1 % en 1980 à 3,9 % en 1981 et il a été, croit-on, de 2 à 3 % en 1982. En 1982, le secteur agricole s'est remis des sécheresses des années précédentes et son taux de croissance est de 12 %.

L'inflation n'a pas ralenti et l'indice du coût de la vie a atteint 72 % en 1981. En juin 1982, le taux d'inflation était de 61 % et ce taux continuera vraisemblablement à diminuer en 1982.

Les prix avantageux pour les principaux produits d'exportation du Pérou ont beaucoup contribué à l'important surplus de la balance commerciale du pays en 1979 et 1980. En 1981, la baisse des prix à l'exportation, particulièrement ceux des minéraux, combinée à l'accroissement continue des importations, a entraîné une détérioration de la balance commerciale de près de 1,4 milliard de dollars américains, soit près de 7 % du PIB. Après un léger surplus en 1980, l'année 1981 s'est terminée avec un déficit de 81,5 milliards de dollars américains, l'équivalent de 7,5 % du PIB. La balance s'est détériorée encore plus en 1982 à la suite d'une dégradation des prix à l'exportation. À la fin de juin 1982, les réserves officielles nettes s'élevaient à 593 millions de

dollars américains, c'est-à-dire environ sept mois d'importations.

La valeur des exportations s'est établie à 3,255 millions de dollars américains en 1981 et la valeur pour les mois de janvier à juin 1982 était inférieure de 4 % à celle de la période correspondante en 1981. À la suite d'une importante libéralisation des échanges qui avait permis une progression de 57 % en 1980, les importations sont tombées à 24 % en 1981 (3,803 millions de dollars américains). Au cours des six premiers mois de 1982, les importations se sont accrues de 1 % par rapport à la même période en 1981.

Le gouvernement a proposé des mesures et en a mis d'autres en application en vue de réduire les déficits éventuels: la hausse du prix intérieur de l'essence, la vente, la fermeture ou la conversion en entreprise en coparticipation de plus de 80 sociétés de l'État qui affichaient des pertes, la hausse des tarifs à l'importation du maïs indien, des corps gras, du lait et de produits faisant présentement l'objet d'une importation en franchise, des émissions supplémentaires d'obligations, l'augmentation des tarifs de l'électricité et du coût de certains autres services publics et une réduction des dépenses relatives à des projets non prioritaires.

Relations commerciales entre le Canada et le Pérou

Au cours de 1981, les exportations canadiennes au Pérou se sont chiffrées à 92,5 millions de dollars, une augmentation de 69 % par rapport à 1980; les importations ont diminué de 47 % et sont passées à 54,7 millions. Les données pour la période de janvier à septembre 1982 indiquent que la valeur des exportations canadiennes au Pérou s'établit à 65,5 millions de dollars et que celle des importations du Pérou s'établit à 22,2 millions de dollars. Au cours des trois dernières années, le Canada a augmenté ses exportations au Pérou plus que dans tout autre pays d'Amérique du Sud.

Le Pérou est membre du GATT, du Pacte Andin et de l'ALALE. Les relations commerciales canado-péruviennes sont régies par le Traité de commerce et de navigation conclu entre la Grande-Bretagne et le Pérou le 6 octobre 1935. Le Pérou et le Canada bénéficient mutuellement du traitement de la nation la plus favorisée, et le Canada accorde aux exportations péruviennes un traitement préférentiel aux termes du Régime de préférence générale (SPG).

De bons débouchés s'ouvrent aux compagnies canadiennes dans les secteurs des télécommunications, de la production et de la transmission d'énergie hydro-électrique, des chemins de fer, du transport urbain, des forêts, de la pêche et de l'exploitation du pétrole.

Profil du Pérou

Généralités

Capitale	Lima
Superficie	1 285 215 km ²
Population	17,8 millions d'habitants (1980)
Langue officielle	Espagnol
Président	Fernando Belaunde Terry

Indicateurs économiques clés en 1981

PIB	20,84 milliards de dollars ÉU
PIB par habitant	1 140 \$ÉU
Taux de croissance réelle du PIB	4,5 %
Taux d'inflation	73 %

* Chiffre estimatif

Balance des paiements (en millions de dollars ÉU) en 1981

Balance du compte courant	-1 595,8
Balance générale des paiements	731,2

Commerce étranger (en millions de dollars ÉU) en 1981

Exportations	3 247
Importations	3 879
Balance commerciale	-632

Principales exportations : Matières premières et produits intermédiaires (31 %), denrées alimentaires (12 %).

Principales importations : Denrées alimentaires (12 %), matières premières et produits intermédiaires (31 %)

Principaux marchés : États-Unis, Japon, Italie, RFA, Grande-Bretagne

Principaux fournisseurs : États-Unis, Équateur, Venezuela, RFA, Japon

PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES AU PÉROU

Véhicules automobiles, moteurs, accessoires et pièces
Papier journal
Machines d'exploitation minière, matériel et pièces
Résines de polyéthylène
Matériaux usinés en acier
Matériaux usinés en aluminium
Matériaux usinés en plastique et en caoutchouc synthétique
Orge
Traverses de chemin de fer
Machines pour la fabrication des dérivés du pétrole,
du gaz et du charbon, et pièces
Machines et matériel de construction, et pièces
Matériel de chemin de fer, de tramways, matériel roulant, et
pièces
Fibres usinées en amiante, gr. 4 et 5
Machines de dragage et machines connexes, et pièces
Locomotives, tenders, matériel et pièces
Machines d'excavation et de dragage, et pièces
Pneus
Aéronefs, assemblages, moteurs et pièces
Perceuses et mèches
Perforatrices, trieuses et tabulatrices, et pièces
Produits chimiques industriels spéciaux et explosifs
Poudre de lait
Nitrate d'ammonium

Total des principales marchandises
Total de toutes les marchandises
Principales marchandises en tant que pourcentage
de l'ensemble

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.-déc. <u>1980</u>	Janv.-déc. <u>1981</u>	Janv.-sept. <u>1982</u>
1 614	10 467	3 681
554	8 451	7 825
2 157	7 742	2 184
1 814	4 485	1 319
9 413	3 231	3 812
1 136	3 131	1 351
2 414	3 130	1 619
3 122	3 127	4 308
—	2 884	1 150
1 159	2 701	378
337	1 936	255
1 087	1 819	6 094
3 452	1 650	991
529	1 578	461
46	1 558	1 678
119	1 438	495
222	1 406	901
2 981	1 233	1 801
863	1 047	811
1 244	1 008	1 594
370	891	1 663
—	8	4 523
114	—	3 371
<u>34 747</u>	<u>64 921</u>	<u>52 265</u>
52 713	92 488	65 536
65,9 %	70,2 %	79,8 %

PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES DU PÉROU

Café	1 381	0 981
Métaux précieux, minerais et concentrés	—	—
Cuivre, minerais et concentrés	—	—
Profilés de cuivre	—	—
Métaux, minerais, concentrés et déchets	—	—
Alliages d'or	—	—
Tissus	—	—
Filés	—	—
Argent	—	—
Sardines, sprats et pilchards	—	—
Cacao	—	—
Or, minerais et concentrés	—	—
Total des principales marchandises	1 381	0 981
Total de toutes les marchandises	—	—
Principales marchandises en tant que pourcentage de l'ensemble	—	—

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.-déc. <u>1980</u>	Janv.-déc. <u>1981</u>	Janv.-sept. <u>1982</u>
17 328	17 052	11 417
40 678	6 693	4 635
1 852	6 237	175
5 869	5 242	2
7 376	3 610	282
2 847	2 048	1 055
885	1 671	573
246	742	1 047
13 707	508	—
—	114	319
466	68	336
<u>174</u>	<u>—</u>	<u>201</u>
91 428	43 985	20 042
94 141	49 747	22 232
97,1 %	88,4 %	90,1 %

URUGUAY

L'Uruguay, petit pays dont la population est d'environ 3 millions d'habitants, était un pays traditionnellement démocratique jusqu'à la fermeture du Parlement en 1973. Depuis 1977 le pays est dirigé par le général Gregorio Alvarez. Les partis officiels ont participé à une élection interne à la fin de novembre 1982: le Parti national (libéral) et l'Union civique (catholique conservateur). Cette élection préliminaire devrait permettre au régime actuel de réinstaurer la démocratie d'ici mars 1985.

Économie

L'économie de l'Uruguay comme celle de plusieurs autres pays est aux prises avec une sérieuse récession. Après une hausse de 1 % en 1981, le PIB est tombé à près de 6 % et il pourrait atteindre 3 ou 4 % en 1983. Dans le secteur industriel, à cause de la levée des obstacles tarifaires et de la persistance des taux d'intérêt élevés, bon nombre d'industries ont dû diminuer leur production et licencier des travailleurs. En 1981, la production industrielle a chuté de 3,2 %, mettant fin à un cycle de croissance qui a duré sept ans. À cause de la surévaluation du peso, il y a eu moins de touristes argentins et brésiliens, et l'industrie de la construction a subi une baisse considérable, tout particulièrement dans les zones touristiques. Même si les données préliminaires pour 1982 ne sont pas encourageantes, le gouvernement a tenté d'atténuer certains problèmes en ouvrant l'économie aux forces du marché libre et en incitant l'industrie locale à devenir plus concurrentielle. Il a réduit également son intervention sur le marché du bétail. Si les situations économiques du Brésil et de l'Argentine s'améliorent, ces politiques nationales pourraient étouffer la récession et susciter un retour à un taux annuel de croissance du PIB de 4 %.

Relations commerciales entre le Canada et l'Uruguay

La plupart des exportations canadiennes vers l'Uruguay sont axées sur les ressources et comprennent des produits tels le papier journal, les pommes de terre de semence, les résines de polyéthylène et du matériel spécialisé et varié. En plus d'exporter des produits isolés, les entreprises canadiennes cherchent également à approvisionner des projets dans les secteurs des communications, de la transmission

et des transports, secteurs qui présentent de bonnes possibilités d'exportation à long terme. Les importations canadiennes de l'Uruguay comprennent des sacs à main et des bourses en cuir pour femmes, des tissus peignés et de laine, des articles de voyage, des chandails, des bottes et des souliers.

Investissements et contrôle des importations

L'Uruguay désire ardemment attirer des capitaux étrangers. Deux lois importantes pour les investisseurs éventuels ont été approuvées en 1974. Le rapatriement des profits et des capitaux des investisseurs étrangers est garanti par la Loi sur l'investissement étranger n° 14179, et des taux d'imposition favorables et autres stimulants sont octroyés aux termes de la Loi sur la promotion industrielle n° 14178.

Toutes les importations doivent être enregistrées, même si des permis d'importation ne sont pas requis. Les droits de douane sont en grande partie ad valorem et sont calculés sur une valeur fixée (aforo) par les autorités de l'Uruguay en fonction du prix de la transaction c.a.f. L'Uruguay est membre du GATT. Il existe des accords de paiements bilatéraux avec l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie, la Pologne et l'Espagne.

Profil de l'Uruguay

Généralités

Capitale	Montevideo
Superficie	186 926 km ²
Population	3,02 millions d'habitants
Langue officielle	Espagnol
Président	Le général Gregorio Alvarez

Indicateurs économiques clés en 1981

PIB actuel	9,8 milliards de dollars ÉU
Croissance du PIB	1 %
PNB par habitant	3 371 \$ÉU
Taux d'inflation	40 %

* Chiffre estimatif

Balance des paiements (en millions de dollars ÉU) en 1981

Balance du compte courant	-417*
Balance générale des paiements	85,3*

* Chiffre estimatif

Commerce étranger (en millions de dollars ÉU) en 1981

Exportations	1 200
Importations	1 500
Balance commerciale	-300

Principales

exportations	Textiles (22 %), viande (26 %), cuir (19 %)
--------------	---

PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES EN URUGUAY

Papier journal

Pommes de terre de semence

Résines de polyéthylène

Matériaux usinés en aluminium

Perforatrices, trieuses et tabulatrices, et pièces

Matériel commercial de télécommunications

Machines pour les industries des aliments et des boissons

Matériaux usinés en acier

Matériel de radiographie et matériel connexe

Or

Machines et matériel de construction

Total des principales marchandises

Total de toutes les marchandises

Principales marchandises en tant que pourcentage
de l'ensemble

Principales importations	Pétrole (30 %), biens de production (26 %)
Principaux marchés	Brésil, États-Unis, RFA
Principaux fournisseurs	Brésil, Argentine, États-Unis.

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.-déc. <u>1980</u>	Janv.-déc. <u>1981</u>	Janv.-sept. <u>1982</u>
3 584	7 820	824
4 016	2 045	3 317
2 238	1 073	512
430	889	—
568	649	532
116	598	399
23	455	8
200	404	42
1	337	1
—	—	2 745
<u>2 208</u>	<u>134</u>	<u>206</u>
13 384	14 404	8 586
17 599	18 189	10 407
76,0 %	79,2 %	82,5 %

PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES DE L'URUGUAY

Sacs à main et bourses pour femmes

Tissus naturels

Chaussures

Chandails

Valises

Gilets à manches courtes en laine

Articles d'art et de décoration

Cuir

Oranges, mandarines et tangerines

Manteaux

Total des principales marchandises

Total de toutes les marchandises

Principales marchandises en tant que pourcentage
de l'ensemble

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.-déc. <u>1980</u>	Janv.-déc. <u>1981</u>	Janv.-sept. <u>1982</u>
2 506	3 172	1 199
1 540	3 561	3 889
608	672	291
167	431	232
713	356	93
—	326	—
145	316	126
251	245	682
21	—	201
<u>276</u>	<u>110</u>	<u>154</u>
6 227	9 189	6 867
8 438	10 094	7 446
73,8 %	91,0 %	92,2 %

VENEZUELA

Avec le revenu par habitant le plus élevé en Amérique latine et un système politique démocratique stable, le Venezuela demeure l'un des principaux fournisseurs de pétrole et le plus important partenaire commercial du Canada dans cette partie du monde. Depuis le boom du pétrole en 1973, le Venezuela a maintenu un taux de croissance moyen de près de 7 %. À cause du nombre considérable de projets de développement industriel et agricole et de l'importance du marché des biens de consommation, ce pays offre aux entreprises canadiennes d'excellentes perspectives de ventes. Même si l'administration Herrera, qui a accédé au pouvoir en mars 1979, connaît depuis quelques années certaines difficultés sur les plans de la balance des paiements et de l'inflation, elle a ramené le pays à une gestion économique plus disciplinée.

Entre 1979 et 1980, le commerce bilatéral Canada-Venezuela a sextuplé, atteignant en 1981 un total de près de 2,9 milliards. Le pétrole domine toujours le commerce canado-vénézuélien et contribue pour environ 99 % des importations dont la valeur en 1981 s'élevait à 2,34 milliards de dollars. Les exportations canadiennes, de l'ordre 545 millions en 1981, sont dominées par les produits de l'automobile qui représentent environ 70 % de l'ensemble des exportations, suivis des produits forestiers (papier journal) et du matériel destiné au secteur des ressources. Les données de janvier à septembre 1982 indiquent un total de 352,7 millions de dollars de produits exportés au Venezuela par rapport à des importations totalisant 1,391 milliard de dollars pour la même période.

Dans le Sixième plan de développement national (1981-1985), le gouvernement vénézuélien soulignait son intention d'entreprendre un programme important d'expansion industrielle visant à diversifier l'assise économique du pays en délaissant le secteur pétrolier, ouvrant ainsi d'excellentes possibilités pour les fabricants canadiens.

En février 1981, le ministre vénézuélien des Affaires extérieures, M. Jose Alberto Zambrano, a fait une visite officielle au Canada, et en juillet 1981, le ministre d'État au Commerce international du Canada, M. Ed Lumley, s'est rendu au Venezuela à l'occasion de l'inauguration du nouveau terminal Télidon. En janvier 1982, c'était le tour du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, d'en faire autant. D'autres visites ministérielles sont prévues pour 1982-1983, ce qui reflète la priorité qu'accor-

dent maintenant le Canada et le Venezuela à leurs relations bilatérales.

En plus des visites gouvernementales, il y a eu dernièrement à Toronto des réunions parrainées par l'Association canadienne pour l'Amérique latine (ACAL) et l'Association canadienne des manufacturiers (ACM) visant à multiplier les contrats entre les secteurs publics et privés du Canada et du Venezuela.

Économie

Depuis 1981, l'économie du Venezuela a enregistré un ralentissement sensible attribuable principalement à la récession mondiale et à la baisse des prix du pétrole. En 1982, les revenus du secteur pétrolier ont baissé de 20 % et le PIB n'a augmenté que de 0,4 %. Il semble que l'économie ne s'améliorera pas beaucoup en 1983. Aussi, le gouvernement vénézuélien a-t-il réduit les dépenses d'investissement de 30 % dans son nouveau budget.

En 1982, le prix de l'essence au pays a augmenté, les exonérations fiscales sur les produits importés par l'industrie du pétrole ont été annulées et l'importation de certains biens a été contingentée. Toutes ces mesures font partie d'une politique fiscale et monétaire restrictive qui sera en vigueur jusqu'à la fin de 1982. Le taux d'inflation se situera vraisemblablement autour de 10 % et la croissance du PNB sera nulle ou négligeable. Le Venezuela continuera d'éprouver de graves difficultés en 1983 à cause de la surabondance du pétrole à l'échelle mondiale. La détérioration du compte courant et la stagnation économique qui en résulteront imposeront un lourd fardeau à l'économie. Malgré un accroissement des revenus pétroliers et de bonnes réserves étrangères (l'an dernier ces réserves ont diminué de 41 %), la forte proportion (47 %) de la dette à court terme par rapport à la dette publique totale de 18,5 milliards de dollars américains inquiète les banquiers. L'effet combiné d'un désintéressement apparent pour la gestion et d'un désaccord au sujet du réaménagement des échéanciers de la part du gouvernement fait craindre une nouvelle dévaluation de la devise en 1983. Toutefois, les perspectives à plus long terme semblent bonnes. La tendance au développement de l'infrastructure devrait se maintenir.

En novembre 1982, le gouvernement a annoncé des restrictions "temporaires" aux importations en interdisant quelque 146 produits (denrées alimentaires, matériaux et équipement de construction, des presses, des textiles, des appareils ménagers, etc.), en haussant les tarifs pour 258 articles (tracteurs, certaines catégories de véhicules, du

poisson et des produits de viande en conserves, etc.) et en réservant l'importation de 18 produits au seul gouvernement (surtout des denrées alimentaires, des matières premières et des produits chimiques).

Plan de développement

La version finale du Sixième plan de développement national (1981-1985) prévoit un programme moins ambitieux que celui élaboré au début. En dépit de la réduction des dépenses d'investissement prévues pendant cette période de cinq ans, la stratégie et les objectifs fondamentaux du plan demeurent les mêmes.

Malgré les problèmes temporaires de financement, les investissements du secteur public seront axés sur un programme majeur d'exploration et d'exploitation dans le secteur extrêmement important du pétrole, soit environ 17,3 milliards de dollars américains ou près de 30 % de tous les investissements prévus, et sur l'achèvement de nombreux grands projets entrepris dans le cadre du Cinquième plan, dont l'augmentation de la capacité de production d'acier de la CUG-Side-Rurgica del Orinoco (SIDOR), et ceux de l'installation hydro-électrique de Guri, d'Interamericana de Alumina C.A. et du métro de Caracas. On surveillera de plus près les travaux effectués dans le cadre de nouveaux projets, tel le complexe sidérurgique et houiller qu'on prévoit construire dans l'État de Zulia, afin qu'ils tiennent compte de la situation du marché.

Les dépenses sur les chapitres de la santé, de l'éducation, de la nutrition et du logement sont censées représenter près de 14 milliards de dollars américains ou 23 % des investissements. Sur ce montant, environ 10 milliards de dollars américains seront consacrés au secteur du logement. Les autres secteurs prioritaires sont ceux de la fabrication et de l'agriculture dans lesquels on prévoit investir 4,5 et 3,5 milliards de dollars respectivement. Les investissements du secteur privé serviront à combler les insuffisances éventuelles tout particulièrement dans les industries manufacturières de main-d'oeuvre. Le budget de 1983, avec les coupures prévues par rapport à 1982, affectera négativement les ministères du transport, du développement urbain et de la défense tout en laissant intacts les projets du métro de Caracas, d'éducation, de développement agricole et les Jeux pan-américains.

Possibilités du marché

Tout porte à croire que le commerce canado-vénézuélien augmentera considérablement à moyen terme dès que

l'économie du Venezuela amorcera la reprise. Plus précisément, on peut s'attendre à ce que la demande à l'importation du Venezuela augmente davantage qu'au cours des dernières années car ce pays aura un plus grand besoin de biens d'équipement pour ses projets de développement à grande échelle, particulièrement dans le secteur pétrolier. Même si ce pays a l'intention de favoriser l'utilisation des entreprises locales pour relancer la production industrielle, les possibilités seront toujours nombreuses pour les investisseurs étrangers. La catégorie d'importation qui connaîtra la hausse la plus rapide sera vraisemblablement celle des machines et du matériel de transport qui représente actuellement plus de 40 % des importations totales du Venezuela. Le programme d'investissements de la Petroleos de Venezuela, le conglomérat pétrolier de l'État, est censé à lui seul susciter une demande annuelle d'importations atteignant 1 milliard de dollars d'ici à 1984. En plus des projets pétroliers, des biens d'équipement seront requis pour certains autres projets relatifs à l'énergie hydroélectrique, aux télécommunications et aux transports.

Même si la demande d'importation de biens manufacturés (36 % du total des importations) et de produits chimiques (11 %) devait augmenter quelque peu, ce sont ces produits qui, à moyen terme, subiront le plus fortement l'incidence des efforts de remplacement des importations. L'importation de denrées alimentaires et d'équipement médical demeurera vraisemblablement élevée à cause de la croissance démographique rapide et de la plus forte demande de produits et de services de meilleure qualité.

De façon générale, il est possible d'établir des coentreprises avec les industries affectées aux principales exportations prioritaires. Il s'agit notamment des produits chimiques, de la métallurgie, et des biens de production utilisés par les secteurs du pétrole, de l'énergie électrique, des transports et de la construction, ainsi que par l'industrie des pâtes et papiers.

Investissements étrangers

Le Venezuela est membre de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), du Système économique latino-américain (SELA) et du Pacte andin qui regroupe plusieurs accords d'intégration et programmes régionaux.

Les investissements étrangers dans les pays signataires du Pacte Andin, soit le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie, doivent être effectués conformément à la "Résolution 24" de l'Accord de Cartagena.

Les nouveaux investissements étrangers doivent être approuvés et contrôlés par la Direction des investissements étrangers (SIEX), le ministre de l'Énergie et des Mines ou les surintendants des banques et des assurances, selon le secteur de l'investissement. Tous les contrats visant l'importation de technologie et l'utilisation de brevets et marques de commerce doivent également être autorisés et enregistrés par le SIEX. Ne sont pas assujettis à cette obligation d'enregistrement les investissements étrangers qui font l'objet de contrats avec le gouvernement et ceux effectués dans l'intérêt national ou pour la défense du pays, ainsi que dans les domaines du tourisme et de la construction.

Peuvent être versés aux pays étrangers des bénéfices représentant jusqu'à concurrence de 20 % de l'investissement étranger autorisé.

Les nouveaux investissements étrangers sont interdits dans les domaines réservés aux entreprises nationales: les entreprises de services publics, c.-à-d. la télévision, la radio et les journaux; les services professionnels dans les domaines de la consultation, de la conception, des enquêtes et études qui exigent la participation de professionnels dont la pratique est réglementée par des lois nationales, et ce à moins qu'il ne s'agisse d'entreprises qui contribuent à l'avancement de la technologie au profit du développement national.

Il est permis, en revanche, d'investir de nouveaux capitaux dans des entreprises nouvelles ou existantes, jusqu'à concurrence de 49 %.

Profil du Venezuela

Généralités

Capitale	Caracas
Superficie	912 050 km ²
Population	15,3 millions d'habitants
Langue officielle	Espagnol
Président	M. Herrera Campins

Indicateurs économiques clés en 1981

PIB actuel	57 milliards de dollars ÉU
Taux de croissance du PIB	6,4 %
PNB par habitant	4 010 \$ÉU
Taux d'inflation	16,1 %

Balance des paiements (en millions de dollars ÉU) en 1981

Balance du compte courant	2 800
Balance générale des paiements	3 900

Commerce étranger (en millions de dollars ÉU) en 1981

Exportations	20 200
Importations	13 800
Balance commerciale	6 400

Principales exportations Pétrole (95 %)

Principales importations Biens de capital et produits manufacturés (52 %), matières premières (28 %), biens de consommation (20 %)

Principaux marchés États-Unis, Antilles néerlandaises, Canada, Grande-Bretagne, Pays-Bas

Principaux fournisseurs États-Unis, RFA, Japon, Italie, Canada

PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES AU VENEZUELA

Véhicules automobiles, moteurs, accessoires et pièces
Papier journal
Chaudières industrielles, matériel et pièces
Pâte de bois
Matériaux usinés en plastique et en caoutchouc synthétique
Matériaux usinés en zinc
Matériaux usinés en cuivre et alliages
Pommes de terre
Aéronefs, assemblages, moteurs, et pièces
Perforatrices, trieuses et tabulatrices, et pièces
Résines de polyéthylène
Machines pour la fabrication des dérivés du pétrole,
du gaz et du charbon, et pièces
Machines d'excavation et de dragage, et pièces
Fibres usinées en amiante, gr. 4 et 5
Matériaux usinés en acier
Turbines à gaz et pièces
Tissus, chimiques et naturels
Blé

Total des principales marchandises
Total de toutes les marchandises
Principales marchandises en tant que pourcentage
de l'ensemble

(en milliers de dollars canadiens)

<u>Janv.-déc.</u> <u>1980</u>	<u>Janv.-déc.</u> <u>1981</u>	<u>Janv.-sept.</u> <u>1982</u>
432 216	282 777	145 654
47 783	65 111	44 364
641	22 431	5 087
14 581	12 791	9 662
15 915	11 789	11 123
15 927	9 561	7 419
7 555	7 331	3 685
5 604	7 043	4 285
2 738	5 058	10 348
5 149	4 699	2 439
4 777	4 430	4 369
781	4 235	14 165
—	3 841	675
2 574	3 592	1 440
11 720	3 525	2 738
538	3 392	3 152
2 375	3 271	2 393
<u>38</u>	<u>169</u>	<u>16 937</u>
570 912	455 046	289 935
652 924	545 150	352 653
87,4 %	83,5 %	82,2 %

PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES DU VENEZUELA

Pétrole brut et condensats de pétrole
Mazout
Kérosène
Aéronefs, assemblages, moteurs, et pièces
Matériaux usinés en acier
Tuyaux
Thon
Fruits
Crevettes et salicoques
Poisson

Total des principales marchandises
Total de toutes les marchandises
Principales marchandises en tant que pourcentage
de l'ensemble

(en milliers de dollars canadiens)

Janv.-déc. <u>1980</u>	Janv.-déc. <u>1981</u>	Janv.-sept. <u>1982</u>
1 987 291	2 209 516	1 280 810
177 321	154 203	107 504
—	6 023	—
3 073	4 315	29
—	3 952	—
—	2 923	—
—	781	—
17	741	343
846	617	417
<u>166</u>	<u>97</u>	<u>229</u>
2 168 714	2 383 168	1 389 332
2 190 263	2 384 968	1 391 943
99,0 %	99,9 %	99,8 %

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS

Pays

Argentine	Exportations Importations Balance commerciale
Bolivie	Exportations Importations Balance commerciale
Brésil	Exportations Importations Balance commerciale
Chili	Exportations Importations Balance commerciale
Colombie	Exportations Importations Balance commerciale
Équateur	Exportations Importations Balance commerciale
Paraguay	Exportations Importations Balance commerciale
Pérou	Exportations Importations Balance commerciale
Uruguay	Exportations Importations Balance commerciale
Venezuela	Exportations Importations Balance commerciale
TOTAL	Exportations Importations Balance commerciale

(en millions de dollars canadiens)

1980	1981	(janv.- sept.) 1982
226,5	148,7	53,5
36,1	77,5	46,0
190,4	71,2	7,5
6,9	10,3	8,0
16,7	18,5	4,7
-9,8	-8,2	3,3
893,2	675,3	401,9
348,1	429,1	391,9
545,1	246,2	10,0
108,7	114,5	55,4
97,1	110,3	109,1
11,6	4,2	-53,7
185,3	179,0	140,9
101,6	82,5	70,0
83,7	96,5	70,9
82,0	81,1	44,2
40,6	46,6	39,1
41,4	34,5	5,1
1,9	1,4	0,5
4,5	1,4	1,0
-2,6	0,0	-0,5
54,7	92,0	65,5
94,5	48,5	22,2
-39,8	43,5	43,3
17,6	18,1	10,4
14,2	10,1	7,6
3,4	8,0	2,8
656,1	551,6	352,1
2 216,8	2 385,0	1 391,9
-1 560,7	-1 833,4	-1 039,8
2 232,9	1 872,0	1 132,4
2 970,2	3 209,5	2 083,5
-737,3	-1 337,5	-951,1

ADRESSES UTILES

Ministère des Affaires extérieures

Direction de l'Amérique du Sud
Direction générale de l'expansion du commerce —
Amérique latine et Caraïbes
Ministère des Affaires extérieures
Ottawa, Ontario
K1A 0H5
Tél.: (613) 996-5546
Télex: 053-3745

Direction des foires et des missions
Direction générale de l'expansion du commerce —
Amérique latine et Caraïbes
Ministère des Affaires extérieures
Ottawa, Ontario
K1A 0H5
Tél.: (613) 996-5357
Télex: 053-3745

Ambassades du Canada

Argentine

Division commerciale *
Ambassade du Canada
Casilla de Correo 3898
Suipacha 1111
Buenos Aires, Argentine
Tél.: 32-9081 à 88
Télex: (code de destination 33)
21383 (CEICANAD AR)

Bolivie

Consul honoraire
C.P. 20408
Edificio Alborada Oficina 508
Juan de la Riva, 1406
La Paz, Bolivie
Tél.: 375224
Télex: 336-5377 (CWCBTH DOMCAN)

*Cette Ambassade est responsable du Paraguay et de l'Uruguay

Brésil

Division commerciale Ambassade du Canada

Caixa Postal 07-0961
SES-Av. das Nações, lote 16
70000 Brasilia D.F., Brésil

Tél.: 223-7515

Télex: (code de destination 38)
611296 (611296 ECAN BR)

Division commerciale Consulat général du Canada

Caixa Postal 2164-ZC-00
Edifício Metropole
Avenida Presidente Wilson
165/6o andar
20000 Rio de Janeiro —RJ—Brésil

Tél.: (21) 240-9912

Télex: (code de destination 38)
2122583 (ECAN BR)

Division commerciale Consulat général du Canada

Caixa Postal 22002
Edifício Top Center
Avenida Paulista, 854, 5o andar
Sao Paulo, Brésil

Tél.: 287-2122, 287-2234, 287-2601,
287-2213, 287-2011

Télex: (code de destination 38) 1123230
(1123230 CCAN BR)

Chili

Division commerciale Ambassade du Canada

Ahumada 11, 10^e étage (numéro civique)
Casilla 771 (adresse postale)
Santiago, Chili

Tél.: 64189/62256

Télex: (code de destination 34) 3490068
(0068 DOMCAN C)

Colombie

Division commerciale
Ambassade du Canada
Apartado Aereo 53531/2
Calle 76 no. 11-52
Bogotá 2, Colombie

Tél.: 235-5066/235-5477
Télex: (code de destination 35)
44568 (DMCA CO)

Équateur

Division commerciale
Ambassade du Canada
Edificio Belmonte
6^e étage
Calle Corea 126 y Avenida Amazonas
(Adresse postale:
Casilla 6512
Sucursal 11, C.C.I.)
Quito, Équateur

Tél.: (2) 459-231
Télex: 2622 (DOMCAN ED)

Pérou

Division commerciale
Ambassade du Canada
Libertad 130, Miraflores
Casilla 1212
Lima, Pérou

Tél.: 463890
Télex: (code de destination 36)
25323 (25323PE DOMCAN)

Venezuela

Division commerciale
Ambassade du Canada
Edificio Torre Europa
Piso 7, Avenida Francisco de Miranda
Chacaito, Caracas, Venezuela
(Adresse postale: Appartade 62302
Caracas, 1060A)

Tél.: (2) 339776
Télex: (code de destination 31)
23377 (DOMCAN VE)

Association canadienne — Amérique latine et Antilles (CALA)

42 Charles Street East
8th Floor
Toronto (Ontario)
M4Y 1T4

Tél.: (416) 964-6068
Télex: 065-24034

Société pour l'expansion des exportations

Service de l'Amérique du Sud

Case postale 655
110, rue O'Connor
Ottawa (Ontario)
K1P 5T9

Tél.: (613) 237-2570
Télex: 053-4146

Chambre de commerce Canada-Bésil

Board of Trade Building

11 Adelaide Street West, Suite 307
Toronto, Ontario
M5H 1L9

Tél.: (416) 364-4634
Télex: 06-986766

Bureaux régionaux au Canada

Si vous n'avez jamais exporté, communiquez avec le bureau régional du ministère de l'Industrie et du Commerce et de l'Expansion économique régionale le plus près.

Terre-Neuve et Labrador

P.O. Box 8950
90 O'Leary Avenue
Saint-Jean (Terre-Neuve)
A1B 3R9
Tél.: (709) 737-5511
Télex: 016-4749

Nouvelle-Écosse

Duke Tower, Suite 1124
5251 Duke Street,
Scotia Square
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 1P3
Tél.: (902) 426-7540
Télex: 019-21829

Nouveau-Brunswick

590 Brunswick Street
Fredericton (Nouveau-
Brunswick)
E3B 5A6
Tél.: (506) 452-3190
Télex: 014-46140

Île-du-Prince-Édouard

P.O. Box 2289
97 Queen Street,
Dominion Building
Charlottetown
(Île-du-Prince-Édouard)
C1A 8C1
Tél.: (902) 892-1211
Télex: 014-44129

Québec

Case postale 247
800, Place Victoria,
37^e étage
Montréal (Québec)
H4Z 1E8
Tél.: (514) 283-6254
Télex: 012-0280

220, avenue Grande -
Allée est
Pièce 820
Québec (Québec)
G1R 2J1
Tél.: (418) 694-4726
Télex: 051-3312

Ontario

P.O. Box 98
One First Canadian Place
Suite 4840
Toronto (Ontario)
M5X 1B1
Tél.: (416) 365-3737
Télex: 065-24378

Manitoba

185 Carlton Street
4th Floor
Winnipeg (Manitoba)
R3C 2V2
Tél.: (204) 949-2381
Télex: 075-7624

Saskatchewan

1955 Smith Street
Suite 400
Regina (Saskatchewan)
S4P 2N8
Tél.: (306) 359-5020
Télex: 071-2745

Alberta et Territoires du Nord-Ouest

Cornerpoint Building
Suite 505
10179-105th Street
Edmonton (Alberta)
T5J 3S3
Tél.: (403) 420-2944
Télex: 037-2762

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACAL	Association canadienne pour l'Amérique latine et les Antilles
ACDI	Agence canadienne de développement international
ALADI	Association latino-américaine d'intégration
ALALE	Association latino-américaine de libre-échange
BID	Banque interaméricaine de développement
BRI	Banque des règlements internationaux
CCCB	Chambre de commerce Canada-Brésil
FMI	Fonds monétaire international
PIB	Produit intérieur brut
SEE	Société pour l'expansion des exportations
SELA	Système économique latino-américain

**Colombie-Britannique
et Yukon**

P.O. Box 49178

Bentall Centre, Tower III

595 Burrard Street,

Suite 2743

Vancouver (Colombie-
Britannique)

V7X 1K8

Tél.: (604) 666-1434

Télex: 04-51191

Notes

ABBREVIATIONS

Blank lined area for notes.

Notes

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20084969 6

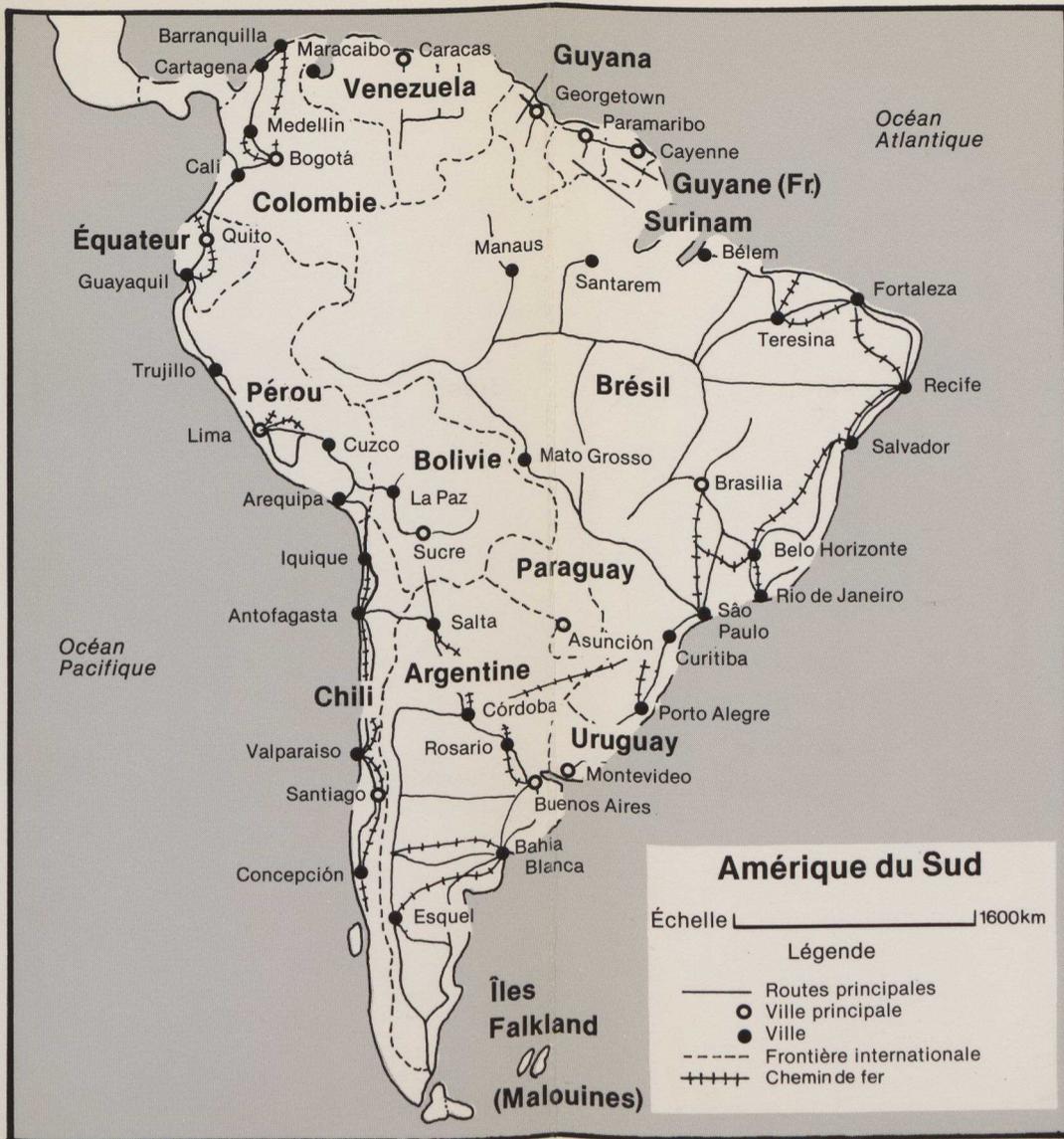
Storage

HF 1010 .G85S6314 1982 STORAGE

Survol de l'Amerique du Sud, guide
de l'exportateur canadien.--

15234036

Canada 



Barranquilla
Cartagena
Maracaibo
Caracas

Venezuela

Guyana

Océan Atlantique

Medellin
Bogotá

Colombie

Georgetown
Paramaribo
Cayenne

Guyane (Fr)

Surinam

Équateur

Quito
Guayaquil

Manaus

Santarem

Bélem

Fortaleza

Trujillo

Pérou

Brésil

Teresina

Recife

Lima

Arequipa

Bolivie

Mato Grosso

Brasilia

Salvador

La Paz

Sucre

Paraguay

Belo Horizonte

Iquique

Antofagasta

Salta

Asunción

Rio de Janeiro

Océan Pacifique

Argentine

São Paulo

Curitiba

Chili

Porto Alegre

Valparaiso

Rosario

Uruguay

Santiago

Córdoba

Montevideo

Concepción

Esquel

Buenos Aires

Îles Falkland

(Malouines)



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

Canada